la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

La plaque tournante de 1914
par R. HAGNAUER

La France, cause du militarisme allemand
par R. LOUZON

Tradition ouvrière et minorités syndicales
par U. THEVENON

PAGES D'HIER... ET D'AUJOURD'HUI

tirées de : **" Etatisme et Anarchie "**
de BAKOUNINE

23e année. — No 388. — Nouvelle série no 87.

OCTOBRE 1954. — Prix : 70 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	400 fr.
Un an	700 fr.

EXTERIEUR

Six mois	480 fr.
Un an	850 fr.

Le numéro : 70 francs

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la **Révolution prolétarienne**
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 87 - Octobre 1954

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;*

2) *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;*

3) *De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4) *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier,* « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;*

6) *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;*

7) *Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale :* **l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.**

Après quarante ans de guerres, d'après guerre et d'avant guerre*

LA PLAQUE TOURNANTE DE 1914

Dans la première partie de notre étude, nous avons surtout insisté sur l'opération politique qui a favorisé (sinon provoqué) le déclenchement de la guerre de 1914 et déterminé l'Union sacrée. Il s'agit d'ouvrir un débat dont nous ne fixons ni les limites ni les conclusions.

Il est évident, nous écrit un ami, qu'un militant allemand écrivant pour des Allemands aurait le devoir d'insister davantage sur la culpabilité des bellicistes allemands. Nous sommes en France... Nous devons tendre nos forces contre la germanophobie, entretenue depuis quarante ans par des légendes et des mensonges. Nous avons perdu de 1940 à 1945 tout le terrain gagné pendant l'entre-deux-guerres. Et les progrès en ce domaine exigent une vigilance et un effort constants.

Dans la deuxième partie nous voudrions surtout dégager de l'histoire de 1914 des enseignements actuels — procéder par comparaison (non par similitude), mettre l'accent sur les phénomènes permanents. Les jeunes qui nous connaissent savent bien que nous ne favorisons pas la « gérontocratie », même lorsque Géronte se présente sous la toge du vieil Horace ou l'armure du père d'Hamlet. Nous ne leur demandons pas de nous imiter, mais d'accomplir ce que nous avons projeté, de réussir ce que nous avons tenté vainement.

C'est à ce point de vue que nous insistons sur les expériences passées. Celles de 1914 et de 1939 posent en 1954 le redoutable problème qui n'est pas résolu : notre action peut-elle empêcher la guerre ? Sinon, quelle forme doit prendre notre pessimisme désespéré ? Si, oui, sur quels points décisifs doit-on concentrer les forces de la classe ouvrière et des collectivités sincèrement pacifistes et révolutionnaires ?

L'ANGLETERRE A-T-ELLE VOULU LA GUERRE ?

Si la question des responsabilités immédiates de la guerre peut être facilement résolue aujourd'hui, celle des causes profondes appelle encore des débats qui peuvent éclairer nos préoccupations et nos desseins présents.

On répète la phrase de Jaurès, avec quelque monotonie : « *Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage* » sans en dégager le véritable sens, qui n'implique pas plus la fatalité de la guerre en régime capitaliste que le passage de la nuée ne provoque obligatoirement l'orage.

Il est vrai que le capitalisme commercial fut dans l'histoire un facteur sinon de paix, du moins de rapprochement entre les peuples. Il est non moins vrai que le capitalisme a dégénéré en triomphant, et que les conflits entre les impérialismes nés de cette dégénérescence restent des causes permanentes de conflits armés.

Mais les idées générales, ne pouvant se traduire en action générale s'exerçant en tous temps et en tous lieux, favorisent l'évasion dans l'abstraction et la passivité. Beaucoup se soulagent par l'espoir qu'en « fin de compte » la cause générale du mal sera annihilée par un remède aussi général. Il faut « localiser » le mal pour le combattre efficacement.

Le partage du monde entre impérialismes du XIXe siècle semblait conclu à l'aube du XXe siècle par les accords franco-anglais qui ont suivi l'alerte de Fachoda.

Restait le phénomène allemand. Dans ses livres — remarquables à plus d'un titre — : *l'Allemagne au travail* et *Les derniers progrès de l'Allemagne*, publiés avant 1914, Victor Cambon ayant prouvé l'extraordinaire dynamisme de l'économie allemande notait l'inquiétude croissante de l'Angleterre dont la suprématie n'était plus assurée que par son écrasante supériorité maritime et par sa diplomatie qui lui fournissait des alliés sur le continent.

Sur la rapidité de l'évolution allemande, on a déjà fourni des données saisissantes.

Ajoutons ces précisions : En 1840, la population urbaine en Allemagne n'atteignait pas 30 % de la population totale. En 1900, elle en englobait approximativement 70 %.

Les villes de plus de 100.000 habitants, qui ne comptaient en 1871 que 5 % de la population, en groupaient 23 % en 1910.

Evolution que la guerre et la défaite n'ont pas ralentie, au contraire. En 1933, la population des grandes villes atteignait 30,4 % de la population.

En 1937, dans tous les Etats allemands, la population urbaine était largement majoritaire : 69 % en Prusse, 84 % en Rhénanie, 78 % en Saxe, 50,5 pour cent en Bavière, 57,3 % en Wurtemberg, 57,1 pour cent en Thuringe.

Le commerce extérieur de l'Allemagne, en 1913, opposait 73 millions de tonnes d'importations à 74 millions d'exportations. Mais dans les importations, en valeur, le rapport entre les matières premières et les articles manufacturés s'établissait de 4 à 1 — tandis qu'en valeur les exportations se répartissaient selon un rapport de 1 pour les matières premières à 3 pour les articles manufacturés.

Or, en 1935 (après la défaite, la crise de 1929 et l'avènement d'Hitler), sur la même base de calcul, la valeur des importations et celle des exportations atteignaient à peine 40 % de celles de 1913.

Si l'on s'en tient à ces résultats, il semble que la politique anglaise ait réussi à contenir la con-

(*) Voir « R. P. » de septembre.

currence allemande. Mais ce succès aurait été impossible sans la participation des Etats-Unis, *qui a détruit la suprématie anglaise mondiale.* Le moyen n'a pas justifié la fin.

La croissance assez rapide de la marine allemande pouvait-elle inquiéter l'Angleterre ?

L'Angleterre voulait-elle empêcher la marche pacifique de l'Allemagne vers le Sud-Est, « l'union de l'Europe du cheval-vapeur et de l'Europe du cheval de trait », c'est-à-dire de l'Allemagne industrielle et de l'Europe centrale et balkanique agricole ? Si oui, on comprend qu'elle ait vu sans déplaisir l'opposition slave à l'Autriche. Mais si l'on reste dans la situation de 1914, l'Angleterre pouvait hésiter entre deux dangers pour son empire : le projet allemand de ligne Berlin-Bagdad — la revendication russe sur Constantinople et les Détroits. Dans ces conditions, on explique une action qui, après avoir tendu à l'encerclement de l'Allemagne sous Edouard VII, devenait plus modératrice sous George V.

C'est pourquoi entre deux interprétations de l'attitude anglaise en 1914 on hésite en toute bonne foi.

Ne rien dire qui puisse encourager la Russie. Ne rien dire qui puisse décourager l'Allemagne.

Ce qui explique la médiation anglaise des derniers jours de juillet 1914. Ce qui explique aussi le silence de l'Angleterre avant la violation prévue de la neutralité belge.

Ce pauvre sir Edward Grey — chancelier du Foreign Office — était peut-être sincèrement attaché à la paix. Et cependant il peut passer pour un « fauteur de guerre », simplement parce qu'il a attendu pour intervenir brutalement que la machine soit en mouvement.

La démocratie anglaise n'a pas suivi unanimement, les premiers jours, les marchands de la City et les fanatiques de la Home Fleet.

Dans les derniers jours de juillet, les leaders travaillistes Keir Hardie et A. Henderson s'élevaient contre tout accord avec le czarisme. Et le 5 août, le bureau exécutif du Labour Party déclarait encore « *que l'invasion de la Belgique n'était pas une raison suffisante d'intervention* » (11).

RESSEMBLANCES ET DISSEMBLANCES ENTRE 1914 ET 1939

Est-il utile d'établir une comparaison entre 1914 et 1939 ?

Un élément permanent dont nous avons déjà noté l'importance : le phénomène allemand. La concentration urbaine dont nous avons précisé la progression rapide pose des problèmes économiques et sociaux que Guillaume II et Hitler ont tenté de résoudre par l'expansion impérialiste, mais qui ne sont nullement des conséquences de celle-ci.

Ce qui a compliqué ces problèmes, c'est qu'à une économie « super-capitaliste » correspondait une société « pré-capitaliste ». C'est-à-dire que sous Guillaume II, il n'existait pas encore de véritable nation allemande, caractérisée par la « maturité » sociale et politique d'une bourgeoisie industrielle et commerciale.

Sous Hitler, l'Etat asservissait la nation sans en être l'émanation.

(11) Il est bon de noter que l'opposition socialiste à la politique de guerre a toujours été plus forte en Angleterre, même en Allemagne, surtout en Italie, qu'en France où la lutte a été menée principalement par des syndicalistes. En Angleterre, si Henderson a abdiqué et est devenu ministre du roi, des hommes qui devaient jouer un rôle très important dans le Labour Party comme Ramsay Macdonald étaient de tendance minoritaire. L'Independent Labour Party persévéra longtemps dans son opposition.

Mais en 1914, à la tendance impériale allemande correspondaient d'autres tendances « impériales » également agressives. Un pacifiste vigilant ou simplement un Européen clairvoyant pouvait refuser de choisir et laisser les forces naturelles agir librement, hors de l'intervention armée des grands Etats.

En 1939, le moteur nationaliste de l'hitlérisme était la lutte contre le diktat de Versailles, c'est-à-dire — au moins formellement — le retour de l'Allemagne à sa position politique et économique de 1914. Malheureusement, la satisfaction des revendications justifiées de la nation allemande renforçait l'Etat hitlérien, c'est-à-dire l'asservissement de la nation allemande.

Pour simplifier les hypothèses, précisons qu'une victoire allemande en 1914 — *qui ne pouvait être totale* — n'aurait pas gêné, au contraire, la formation d'une véritable nation allemande et le jeu *nécessaire* de la lutte des classes.

Une victoire allemande en 1939 — *qui ne pouvait être que totale* — aurait renforcé le système totalitaire et par conséquent annihilé toute possibilité d'action indépendante de classe.

Aussi le pacifisme en 1939 ne pouvait espérer « que gagner du temps » par des compromis douloureux.

Une différence fondamentale entre 1914 et 1939, c'est qu'en 1914 — même en Russie — il existait dans tous les pays, s'exprimant avec plus ou moins de liberté, une opinion publique sur laquelle il était possible d'agir. Les déformations, les falsifications, les mensonges n'ont exercé dans tous les pays leur action nocive que parce que les pacifistes ont manqué sinon de clairvoyance, tout au moins de vigilance et de courage.

En 1939, dans les pays démocratiques, la vérité était presque totalement connue et diffusée. Les informations, jusqu'aux premières mesures de guerre, étaient soumises au débat contradictoire. La stupidité de Daladier, en imposant la censure et la suppression de la presse communiste, a servi les staliniens dont la propagande n'aurait pas résisté à la confrontation publique.

Au contraire, les Etats totalitaires — Allemagne et U.R.S.S. — ont pu imposer librement leurs « vérités » (?!) à leurs sujets et bénéficier des effets de surprise de leurs adversaires.

Enfin, en 1914, jusqu'aux premiers jours de guerre, l'attitude de l'Angleterre semblait indécise. En 1939, on ne pouvait douter de la résolution anglaise. Hitler a commis l'une de ses monumentales erreurs psychologiques, en espérant que la volonté britannique s'amollirait, après l'écrasement de la Pologne et la débâcle française.

Le recul du temps permet d'affirmer aujourd'hui que la guerre de 1939 a pu se déclencher et se prolonger par la trahison de Staline et la neutralité des Etats-Unis.

L'ACTION OUVRIERE INTERNATIONALE EN 1914 ET EN 1954

Nous avons surtout insisté sur les conditions de l'action pacifiste en 1914 et en 1939. Mais, hors d'un idéalisme généreux et d'une sensibilité constamment éveillée, existe-t-il un pacifisme pur ? Le véritable libertaire, le véritable révolutionnaire, le véritable syndicaliste ne peuvent se déclarer pacifistes que par haine de l'oppression patriotique et militaire, par opposition au régime responsable des conflits armés, par esprit de classe, par défense du mouvement ouvrier.

Ce que nous avons dit du défaitisme prouve qu'il

s'agit d'un phénomène localisé dans le temps et dans le lieu — comme le bolchevisme d'ailleurs — particulièrement justifié dans la Russie de 1917. Quant aux staliniens, ils sont défaitistes ou patriotes non par internationalisme, mais selon les intérêts de Moscou.

Dans une guerre coloniale, la nation n'est pas engagée dans l'affaire, seulement une caste dont les intérêts ne se confondent même pas avec ceux de la bourgeoisie nationale.

L'expérience française de 1871 et l'expérience allemande de 1919 — pour ne pas parler de 1940 — prouvent que si la défaite favorise des explosions révolutionnaires, la présence des vainqueurs étrangers, les souffrances du peuple vaincu, les réactions nationalistes imposent à la classe ouvrière de se perdre dans une cohue dont la direction revient à une phalange préparée et disciplinée, du type fasciste ou bolcheviste.

Si les institutions s'écroulent, si l'Etat ne résiste pas, c'est en général au bénéfice du vainqueur qui traite la nation vaincue en colonie. Alors le mouvement ouvrier doit, pour vivre, s'accoler à la résistance nationale.

Mais en 1871, en 1919, en 1940, la défaite militaire a laissé subsister des institutions et un appareil d'Etat auxquels le vainqueur a prêté la force de ses armées.

Dans les trois cas, la victoire est finalement revenue à la réaction, même sous un uniforme socialiste, comme celui de Noske en 1919.

Il n'est donc pas question de prêcher le défaitisme. Il est question d'étudier les possibilités d'une action ouvrière.

Or l'exemple de 1914 prouve que celle-ci ne peut se présenter que sous un aspect international. Elle était possible en 1914. Dans les trois pays : France, Allemagne et Angleterre, il aurait peut-être suffi qu'à la puissance numérique des organisations allemande et anglaise s'ajoutât le dynamisme du syndicalisme français. Ce qui est incontestable, c'est que dans les trois pays ce sont les partis politiques qui ont freiné le mouvement :

En France où les socialistes renforcés aux élections de mai 1914 n'ont pas osé — à l'exception de Vaillant — proposer immédiatement l'abolition de la loi de trois ans ; où Jaurès lui-même a cru en la bonne volonté pacifiste du gouvernement français. On ne l'a assassiné que lorsqu'il était revenu de ses illusions.

En Allemagne où la centrale ouvrière se refusait à toute action politique indépendante et abdiquait devant la social-démocratie.

En Angleterre même où la fraction parlementaire du Labour Party n'eut pas le courage de porter à la tribune la protestation du bureau exécutif.

Cette action internationale pouvait certainement empêcher la guerre. Elle aurait pu encore être efficace, en 1914, après la bataille de la Marne —, en 1917, après Verdun et la Révolution russe.

En 1939, aucune action ouvrière internationale n'était possible.

Et en 1954 ?

Est-il possible d'envisager une action ouvrière indépendante dans d'autres pays que les démocraties occidentales ? L'objection de Guesde à la grève générale, en 1914, « qu'elle favorisera le pays où le mouvement ouvrier sera le plus faible » ne pouvait convaincre Jaurès qui n'envisageait qu'*une action internationale*. Serait-elle aussi peu pertinente, s'il s'agissait, par la grève générale en 1954, de désarmer un pays où le mouvement ouvrier existe, en face d'un régime dont la victoire aboutit à l'anéantissement du mouvement ouvrier ?

Nous laissons à nos camarades la liberté de tirer de l'exemple de 1914 et de celui de 1939 des leçons applicables à notre époque. Ce serait une excellente base de discussion.

Nous connaissons mieux que nos contradicteurs les faiblesses et les tares des organisations qui composent notre Internationale... partielle. Nous pouvons parler des bureaucrates de Paris et de Bruxelles par expérience personnelle, et nous aurons bientôt l'occasion de les mettre directement en cause. Mais il s'agit de troubles organiques dans un corps vivant. De l'autre côté, il nous faut soulever une pierre tombale.

De 1914 à 1918, Monatte, Rosmer, Merrheim, Bourderon, les zimmerwaldiens français, répondaient aux zimmerwaldiens allemands, à Liebknecht, à Rosa Luxembourg, à Ledebour...

Aujourd'hui, de l'autre côté du rideau de fer, par-delà les paroles officielles, nous n'entendons qu'une foule qui se tait.

Roger HAGNAUER.

Discussion ouverte sur 1914

Je m'attendais à des rectifications, des objections, des démentis, des compléments.

Je suis plutôt surpris de la légèreté de mon courrier. C'est donc avec un vif plaisir que j'ai lu les lettres qui suivent et entendu quelques observations amicales. Ce passé-là n'est pas encore à serrer dans nos archives. Il reste vivant. Et le débat est plus qu'actuel, il est **urgent...** aurait dit Victor Hugo.

SUR LES RESPONSABILITES DE LA GUERRE DE 1914

J'ai reçu la lettre suivante :

Je suis déjà un assez vieux lecteur de la R.P., *et bien que je ne partage pas toujours ses opinions (d'ailleurs fort diverses, sinon contradictoires), je suis sensible à l'idéal de liberté et de propreté intellectuelle qui anime ses collaborateurs. J'ai l'infortune d'être professeur d'histoire et à ce titre j'ai lu avec beaucoup d'attention votre article* « la plaque tournante de 1914 ». *Votre intention est d'éclairer les jeunes, écrivez-vous. Or je crois qu'ils ne le seront que partiellement et, surtout, ils vont à peu près en tirer la conviction que la responsabilité de* 14 *incombe surtout à la France et à « Poincaré la guerre ». Votre allusion aux bellicistes de Berlin et de Vienne* (p. 14) *est trop brève par rapport aux autres développements.*

Il y a longtemps que le corps enseignant français se préoccupe de cette grave question des origines et des responsabilités de la guerre de 14. *Or, depuis* 1950, *ont eu lieu quelques rencontres franco-allemandes de professeurs d'histoire à Fribourg, Mayence, Tubingue, Tours, suivies de résolutions et de recommandations. Elles ne concernent pas seulement ce qu'il conviendrait d'enseigner sur la guerre de* 14, *mais plus largement sur les rapports franco-allemands depuis* 1789. *Mais la guerre de* 14 *et l'après-guerre ont plus particulièrement retenu l'attention.*

Je pourrai ainsi commenter votre texte avec certaines des recommandations des « Journées de Mayence » (mai-octobre 1951).

Reprenons les faits énumérés par vous page 14.

1) *Annexion de la Bosnie-Herzégovine : d'accord.*

2) *Visite de François-Ferdinand à Serajevo. L'instigation du meurtre a été attribuée à toutes sortes de personnes, polices ou gouvernements, à Vienne, Berlin, Moscou et même... à la franc-maçonnerie. Quant aux idées de l'archiduc, favorable aux Slaves*

du Sud, c'est exact. Rien de provoquant dans sa démarche personnelle.

3) *Les responsables de l'attentat. Voici la résolution XXI qui s'oppose assez nettement à votre texte portant « organisation panslaviste ouvertement protégée par le gouvernement du roi Pierre ».*

> *Sur la question controversée de la responsabilité du* gouvernement serbe... *la Commission est d'accord pour constater :*
>
> 1) *que le lien entre les meurtriers et le mouvement pan-serbe est indiscutable ;*
>
> 2) *que la participation du gouvernement serbe à la préparation de l'attentat n'a pas été établie bien qu'il semble que certains membres de ce gouvernement en aient eu connaissance.*

4) *Sur la médiation anglaise. Très grave question. Rappelons d'abord que l'Angleterre est aux prises avec le drame irlandais. Mais voici le texte de la résolution XXIV :*

> 1) *En juillet* 14, *le gouvernement britannique désirait sincèrement le maintien de la paix et, dans ce dessein, a multiplié les tentatives de médiation ;*
>
> 2) *En aucun cas, cependant, il ne voulait laisser abattre la France. Satisfait par les résultats des accords conclus en* 1907 *avec la Russie, il voulait éviter de faire renaître l'antagonisme sur le plan mondial ;*
>
> 3) *Si Ed. Grey n'a pas averti l'Allemagne en temps opportun, avec assez de netteté, que l'Angleterre prendrait, en cas de conflit, le parti de la France et de la Russie, c'est en raison des hésitations du cabinet britannique et de son désir de ne pas encourager par une prise de position prématurée et sans équivoque une politique agressive de la Russie (ce qui répond à votre sixième point) ;*
>
> 4) *Sans la violation de la neutralité belge par l'Allemagne, sir Ed. Grey aurait difficilement réussi à décider le cabinet et le parlement britanniques à intervenir immédiatement dans la guerre.*

Quant à la mobilisation partielle russe, elle fut incontestablement grave, mais (résolution XXIII, alinéa 3) :

> *Le gouvernement russe voyait dans la mobilisation partielle contre l'Autriche-Hongrie un moyen de pression indispensable pour amener le gouvernement de Vienne à modifier sa politique.*

et (résolution XXIV, alinéa 2) :

> *Le gouvernement français n'a pas déconseillé la mobilisation partielle russe. Mais il a recommandé à la Russie, le* 30 *juillet, de ne prendre aucune mesure qui pourrait provoquer une réplique allemande. Il est vrai que l'ambassadeur de France n'a exécuté qu'incomplètement les instructions de son gouvernement.*

L'alinéa 1 *reconnait que la politique française de* 14 *est déterminée par le souci de conserver l'alliance russe, considérée comme contrepoids à la puissance allemande. Il est exact que le* 25 *juillet à Saint-Pétersbourg, Poincaré a promis que le gouvernement français appliquerait le traité d'alliance. Cela signifiait, dans la conjoncture politique, que la France acceptait de prendre part à la guerre, si l'Allemagne intervenait par les armes dans un éventuel conflit austro-russe.*

5) *L'ordre des mobilisations générales.*

Il est tout à fait exact que la mobilisation russe a précédé l'allemande. Banalité d'enseignement. Il est malheureux que les considérations techniques invoquées par l'état-major russe l'aient alors emporté sur les considérations d'ordre politique.

6) *« La violation de la neutralité belge était prévisible et prévue », écrivez-vous. On l'accorde. Nuançons tout de même ! Car, reste qu'elle a eu lieu effectivement et que le gouvernement allemand est à stigmatiser à ce sujet, sans même pouvoir rien reprocher, à titre de prétexte, au respect de cette neutralité par les Belges eux-mêmes, dans les années qui ont précédé immédiatement la guerre. (Il y avait eu seulement quelques conversations* techniques *d'états-majors anglo-belges lors de la première crise marocaine.)*

En ce qui concerne l'affaire marocaine, il est bien évident qu'elle est un aspect des bagarres impérialistes du début du siècle, avec échange de bons services réciproques entre nations occidentales. Mais si certaines protestations allemandes se comprennent, la politique et la diplomatie berlinoises ont employé des procédés qui devaient nécessairement inquiéter l'opinion française. La manière dont on « eut la peau » de Delcassé est, objectivement, difficilement tolérable. Et si Berlin pouvait à bon droit protester contre notre occupation de Fez, le coup d'Agadir a été tenu pour menaçant (même si ce n'était qu'une prise de gages).

Quant au traité du 4 *novembre* 1911 *il fut peu populaire des deux côtés, mais vous le faites comprendre vous-même. Pour la campagne de presse contre Caillaux, « alimentée, sans doute, écrivez-vous, par la Ngoko Sangha et les fonds russes », il faudrait prouver sur pièces.*

Je passe à la loi de trois ans (allusion p. 15 *de votre article). Sur quels documents vous fondez-vous pour affirmer qu'elle fut présentée* sur injonction de l'Etat russe ?

On sait qu'il y eut demande de l'état-major français et projet du gouvernement en mars 1913, *pour répondre au projet de loi allemand annoncé dès janvier* 1913. *Il y a eu d'ailleurs contemporanéité des débats au Parlement et au Reichstag, avec prétextes réciproques. Il n'est pas mauvais de rappeler ici, pour de jeunes camarades, que la social-démocratie allemande ne fit pas obstacle au réarmement, ou plutôt à la course aux armements. Il lui suffit, lors des débats financiers pour en couvrir les frais, que le chancelier lui donnât satisfaction en instituant un impôt sur la fortune qui déplut aux conservateurs. La faillite de l'esprit de paix existait de chaque côté du Rhin.*

Mais le point le plus grave de votre article concerne le rôle de certains hommes. Pour Delcassé, nos manuels d'enseignement secondaire ne cachent pas plus les dangers que les succès de sa politique. Voici ce que dit le manuel de Genet pour la classe de Philo, p. 463 *:*

> *« Delcassé peut se vanter d'avoir obtenu de larges succès ; il a consolidé la position de la France... Mais s'il a conclu des accords avec l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne, il s'est peu inquiété des réactions allemandes... Sa politique opposant à la prépondérance du germanisme l'équilibre européen est incontestablement une politique de conflit. Jaurès va même jusqu'à dénoncer les tortueuses ténèbres du delcassisme... Or ce conflit trouverait la France divisée par ses difficultés intérieures, ses luttes religieuses et militairement pas prête. Delcassé a agi seul, sans se préoccuper de mettre les moyens matériels en accord avec sa politique. Sa « grande politique » ne va pas sans risque. »*

Donc, sur ce point, même en s'abstenant de ton polémique, un jugement sévère comme le vôtre est admissible.

Mais sur Poincaré, qui a si mauvaise presse dans nos milieux syndicaux, il faut discuter et il ne faut pas que nos camarades se contentent d'affirmations exprimées en quelques lignes. Ces choses sont gra-

ves et, à vrai dire, nécessiteraient de longs exposés.

Vous écrivez (p. 15) :

« Premier voyage de Poincaré à Saint-Pétersbourg en 1912. Résultat diplomatique, les guerres diplomatiques se déclenchent. »

Conclusion hâtive du lecteur : c'est la faute de Poincaré. Or, en janvier 1912, Isvolsky avait bien remis au chef du gouvernement français une note, trop vague, sur la nouvelle politique russe dans les Balkans, suivie, le 1er avril, de quelques indications sur le sens exact du traité bulgaro-serbe du 13 mars. Poincaré s'inquiéta du vague de ces indications et, en août 1912, à Saint-Pétersbourg, demanda à Sazonof des précisions. En pleine connaissance du texte secret, il protesta, car il pouvait mener à un conflit européen. Et si, la guerre balkanique commencée, Isvolsky, en novembre, a reçu des encouragements formulés par Poincaré en termes excessifs, interprétés en Russie trop favorablement, le ministre français en fit restreindre la portée par l'ambassadeur G. Louis. Sazonof conseilla alors la prudence aux Serbes.

Je ne crois pas qu'on puisse tirer de là une volonté systématique *de Poincaré de tendre vers la guerre.*

Lors de la crise de juillet 14, tout en ayant la volonté de souscrire aux obligations de l'alliance russe, a-t-il encore systématiquement recherché le conflit ? Vous rapportez des allusions aux confidences de Malvy, Messimy faites à Caillaux, de Fallières à Briand. Elles sont très graves si elles sont exemptes de malveillance. Est-ce sûr ? Où est la preuve indiscutable *que Poincaré aurait été jusqu'à préconiser la provocation d'incidents de frontière, pour rendre irréparable la guerre ?*

Croyez bien que je ne suis pas un thuriféraire de Poincaré ! L'homme est loin d'être sympathique, et sa politique avec lui. Mais pesons nos mots avant d'accuser un homme d'avoir voulu la guerre, ou de l'avoir acceptée pour ainsi dire de gaîté de cœur et comme si sa responsabilité était exclusive. Aussi bien, voulez-vous me permettre de citer pour finir, les résolutions XVIII et XIX de la commission des professeurs réunis à Paris et Mayence en 1951 :

> *XVIII. Les documents ne permettent pas d'attribuer en 1914 une volonté préméditée de guerre européenne à aucun gouvernement et à aucun peuple. [Mais] la méfiance était au plus haut point...*
>
> *XIX, alinéa 2 :*
>
> *Les peuples allemand et français dans leur grande majorité ne voulaient pas la guerre, mais en Allemagne, surtout dans les cercles militaires, on était plus disposé qu'en France à accepter l'éventualité d'un conflit...*
>
> *Alinéa 3 :*
>
> *L'opinion ancienne selon laquelle Poincaré aurait mené une politique conduisant à la guerre n'est plus admise, même par les historiens allemands. Cependant les systèmes d'alliances créaient en Europe une situation telle que la coopération franco-russe fut ressentie, du côté allemand, comme un danger direct.*

Je suppose que vous tomberez d'accord avec moi qu'il n'y a pas d'histoire pour bourgeois et d'histoire pour syndicalistes. Il y a l'histoire tout court, à remettre constamment sur le chantier de la recherche, avec un effort constant de probité intellectuelle. Et c'est un effort désespérant.

Ceci dit, en contribution amicale, à votre effort pour éclairer les camarades.

Y. DELER.

(La brochure intitulée **Rencontres franco-allemandes d'historiens** — 1950-1953 — Direction générale des affaires culturelles, Mayence, a été diffusée par la Société des professeurs d'histoire de l'enseignement public, 18, rue de Liège, Paris (IX).)

***

La lettre de notre camarade Deler ne me gêne nullement. Il est normal qu'un historien s'efforce à l'objectivité et se refuse à des conclusions définitives. Il est simplement regrettable que la question des responsabilités de guerre n'ait été sérieusement examinée par les historiens officiels que longtemps après les événements, sous le signe de la réconciliation franco-allemande et de l'épuration des manuels scolaires.

Je connaissais les travaux de la commission de 1950. Notre camarade n'ignore certainement pas que ce fut le prolongement d'une entreprise semblable, engagée avant l'avènement d'Hitler et qui n'aboutit pas à des résultats concrets parce que les conclusions de la commission — analogues à celles de 1950 — se heurtèrent à la « synchronisation » (!?) de l'enseignement de l'histoire par le gouvernement national-socialiste. Notre regretté Georges Lapierre, rédacteur en chef de **l'Ecole libératrice** (mort en déportation) et notre camarade Louis Dumas furent à l'origine de l'affaire. J'ai eu l'honneur de présider, comme représentant du bureau du Syndicat national des Instituteurs, une séance du congrès international de l'Enseignement en 1937, au cours de laquelle Jules Isaac, président de la Société des professeurs d'histoire, présenta les conclusions de la commission mixte, avec une probité d'autant plus noble qu'il pouvait déjà pressentir les épreuves que l'hitlérisme lui réservait, et qui dépassèrent en atrocité ses pressentiments les plus douloureux.

Que cette confrontation d'historiens français et allemands soit émouvante, que cet effort pour aboutir à un accord sur la réalité et l'interprétation des faits soit salutaire et efficace, nous en convenons volontiers... même si nous relevons une contradiction au moins formelle entre le respect exclusif de la vérité historique et la volonté d'écrire une histoire... pacifiste.

Il est vrai que l'histoire n'est pas plus syndicaliste ou bourgeoise que la géographie ou la physique. Il est vrai qu'elle peut elle aussi tendre à la rigueur scientifique et rejeter les schémas systématiques et les jugements prématurés.

Mais les légendes — leurs causes et leurs effets — appartiennent à l'histoire. Mais les hypothèses peuvent être formulées librement, sinon imposées dogmatiquement. Mais si le militant n'a pas le droit d'ignorer, encore moins de défigurer l'histoire, il a le droit de mettre l'accent sur certaines vérités afin de lutter contre les mensonges triomphants, il a le droit de poser des questions afin de liquider le passé et d'éclairer l'avenir.

On peut en effet discuter tous les éléments que j'ai fournis sur la question des responsabilités de guerre. Seulement voilà... Pendant plus de dix ans, on n'a pas discuté. On a caché la vérité sous les oripeaux nationalistes. Certes les pacifistes de 1914 à 1918 n'ont qu'entrevu cette vérité. Certes les instituteurs qui ont engagé, dès 1925 (même 1919), la grande bataille contre les manuels bellicistes ne possédaient pas la science des historiens. Mais sans les « amateurs » non conformistes, les historiens auraient-ils seulement posé le problème ?

S'agit-il d'une affaire classée ? Hélas ! La germanophobie persiste, même dans les partis et groupes se réclamant de la classe ouvrière. Et, d'autre part, les dupeurs et les dupés d'hier ont des successeurs qui couvrent la réalité présente d'oripeaux taillés par les successeurs d'Isvolsky.

Ce n'est pas que notre camarade Deler soit exceptionnel en sa probité intellectuelle. Les professeurs honnêtes sont beaucoup plus nombreux qu'on ne pourrait le croire. Mais leurs scrupules les paralysent. Et ce sont les autres que l'on entend.

Nous remercions cependant, sans réserves, notre camarade de sa contribution au débat. Que les lecteurs de la **R.P.** confrontent ses observations et les nôtres. Ils constateront que sur les faits eux-mêmes Deler ne nous apporte de démentis que sur des détails.

Restent les hypothèses. Faut-il préciser que j'ai rapporté dans la majorité des cas — en particulier quant au jugement sur Delcassé — les opinions émises à l'époque par des gens de gauche et d'extrême-gauche. Les confidences citées sont des témoignages que l'on ne peut mépriser et non des preuves matérielles. Je n'ai fait que reprendre sur la N'Goko Sangha le jugement d'hommes moralement indiscutables comme Jaurès et Félicien Challaye. Quant à la corruption de la presse française par les fonds secrets russes, elle est établie par les rapports et notes du corrupteur « Raffalovitch », publiés dans le **Livre noir.**

Je n'ai pas inventé non plus l'histoire de la loi de trois ans, préparée sous la pression du gouvernement russe et du parti franco-russe. Même si c'était établi, cela ne disculperait pas l'état-major allemand et la social-démocratie (dont les tendances dangereuses avaient été signalées par Ch. Andler dans **la Vie ouvrière,** avec quelque excès dans la passion germanophobe). La lecture de l'**Armée nouvelle** de Jaurès m'a cependant convaincu que son système basé sur la défensive s'opposait à la volonté d'offensive des états-majors français et russe. Cette volonté n'était-elle pas antérieure aux débats de 1913 ?... N'oublions pas que le gouvernement allemand semblait toujours assez bien averti des « secrets » de la cour de Saint-Pétersbourg. Il est difficile d'établir que le projet allemand fut une réplique ou une mesure préventive. Mais il parait tout aussi difficile de le nier formellement.

Je n'ai rien à ajouter quant au rôle de Poincaré. A-t-il vraiment, consciemment voulu la guerre ? Dans un procès criminel, il aurait pu être « relaxé » pour insuffisance de preuves. Mais il s'agit d'un procès politique. Et les accusations portées contre lui sont au moins aussi fondées que celles qui ont abouti aux condamnations de Pétain et de Laval. Devant l'opinion publique européenne, il a représenté une politique contraire à celle de Caillaux. Et s'il est vrai qu'il jugeait prématuré un conflit en 1912 — avant le vote des trois ans — les observations de notre camarade confirment qu'il a intimement associé la France au gouvernement russe, dont la responsabilité en 1914 n'est pas contestable, dont la guerre a prouvé l'incapacité et la fragilité. On a exécuté des hommes d'Etat pour moins que cela...

DRAPEAU DE VALMY OU DE WAGRAM ?

L'ami Louzon m'a adressé la note suivante :

Je lis dans ton article de la R.P. *sur la guerre de 14, qu'Hervé avait planté le « drapeau de* Valmy » *dans le fumier. C'est, en effet, ce qui se dit souvent.*

Mais c'est tout à fait faux. Le drapeau qu'Hervé avait proposé de planter dans le fumier, n'était pas celui de Valmy, mais celui de Wagram.

Mes souvenirs sont encore relativement très frais. J'ai lu l'article en question dès sa parution dans le Travailleur Socialiste de l'Yonne *auquel j'étais abonné. L'occasion de cet article était une cérémonie militaire qui s'était passée dans je ne me rappelle plus quelle caserne et dont l'objet était de célébrer l'anniversaire de la bataille de Wagram.*

Tu me diras que le drapeau de Wagram et celui de Valmy ont les mêmes couleurs, mais ce n'est tout de même pas la même chose de parler du drapeau de Wagram ou du drapeau de Valmy. D'autant plus que cet article d'Hervé était uniquement dirigé contre Napoléon et les guerres napoléoniennes ; n'importe quel républicain tant soit peu pacifiste aurait pu l'écrire. Hervé, alors, n'était d'ailleurs pas autre chose, il ne devait devenir antipatriote que plus tard.

Louzon a raison de signaler une confusion que je ne puis justifier par mon ignorance. Je connaissais en effet l'article d'Hervé... et je sais que le personnage n'est devenu « insurrectionnel et antipatriote » que dans la deuxième étape de son évolution. J'ai lu son **Histoire de France** — à laquelle Albert Mathiez collabora, si mes souvenirs sont exacts. J'ai lu aussi les cours qu'il publia dans la vieille **Revue de l'Enseignement,** de tendance socialisante, où sa prose ne sentait pas la poudre...

Louzon a raison. Mais je n'ai pas absolument tort. C'est bien le drapeau de Wagram qu'Hervé planta dans le premier. Mais c'est le drapeau de Valmy qu'il exalta en évoquant Déroulède, lorsque la stupidité criminelle de l'état-major eut égaré une armée française à Mulhouse (dans la première quinzaine d'août 1914), cependant que les masses allemandes pesaient victorieusement à Charleroi.

Il est vrai que le drapeau de Wagram n'est pas celui de Valmy.

Mais il est également vrai qu'il y a entre la légende de Valmy et l'histoire de Valmy une marge dont les historiens ont mesuré la largeur — et que Valmy inaugura une guerre imprudemment déclenchée, dont le prolongement par Arcole, Rivoli, Austerlitz et Wagram aboutit à Waterloo...

LES INSTITUTEURS CONTRE LA GUERRE

On me signale que j'ai cité les institutrices et instituteurs pacifistes, sans mettre en relief Loriot.

Je voulais simplement éclairer la naissance de l'opposition syndicale — et non écrire son histoire (dont nous avons déjà fourni quelques éléments dans la **R.P.**).

Mais je n'oublie pas que Loriot, d'abord représentant de la Fédération des syndicats d'instituteurs au Comité national confédéral, puis leader de la fraction zimmerwaldienne dans le parti socialiste, a mérité l'épitaphe que la **R.P.** lui consacra en 1932 : **celui qui a sauvé l'honneur du socialisme français.**

J'ai signalé la besogne humble, courageuse et efficace de Lucie Colliard, institutrice à Saint-Gingolph (ville frontière). On peut rappeler aujourd'hui (Henri Guilbeaux ayant dévoilé ce secret dans son livre sur Lénine) que c'est Lucie Colliard qui assura, en 1917, le passage clandestin de Loriot en Suisse — où il devait participer à la réunion « internationale » qui décida le retour de Lénine en Russie, à travers l'Allemagne.

Il est normal que j'ajoute au palmarès des héros de l'opposition de guerre le nom de Fernand Loriot. Il est aussi équitable que le nom de la modeste institutrice savoyarde soit associé à l'histoire des prodigieux événements de 1917.

R. H.

Parmi nos LETTRES

AUTO-FINANCEMENT ET PRIX

De Guilloré :

Dans la R.P. *de septembre* 1954, *sous le titre : « L'auto-financement ne lèse que les banques et l'Etat », Louzon écrit que l'auto-financement — « procédé vieux comme les rues » — étant prélevé sur les bénéfices, ne lèse pas le travailleur qui n'a pas à se soucier de la manière dont sont répartis les bénéfices.*

Peut-être Louzon raisonne-t-il trop ici — cela lui arrive quelquefois — comme si le capitalisme d'aujourd'hui était le même que celui du XIXe siècle, comme s'il n'avait subi aucun changement de structure ? Ce qu'il dit de l'auto-financement était peut-être vrai dans le capitalisme de concurrence où le prix était une « donnée » pour chaque producteur capitaliste indépendant. Cela ne l'est plus, aujourd'hui, pour le capitalisme à structure « monopolistique » agissant dans le cadre du capitalisme d'Etat. Aujourd'hui, le prix ne s'impose plus au producteur ; l'offreur est « dominant », les monopoles et oligopoles imposent le prix, aidés, et souvent servis par l'Etat. Ce prix contient la part d'auto-financement de l'entreprise. C'est un « faux prix ».

La comptabilité continue de laisser croire que l'auto-financement est prélevé sur les bénéfices. Mais la présentation comptable trahit, et non traduit, la réalité des choses. Telle est la malice des mots — si souvent dénoncée par Louzon lui-même — que l'auto-financement ne désigne plus « ce procédé vieux comme les rues » dont il nous expose le mécanisme. De la même façon que l'autocritique consiste souvent à frapper sur la poitrine du voisin, « l'auto-financement » — frauduleusement appelé ainsi — consiste à financer le développement de l'entreprise avec l'argent des autres, en l'occurrence : les consommateurs.

L'auto-financement est un des procédés d'une opération plus générale désignée sous le vocable « d'épargne forcée ». Il ne s'agit pas de discuter ici ce que vaut la méthode ; elle ne manque pas, dans le cadre du régime, de justifications théoriques et pratiques. Remarquons en tout cas qu'elle caractérise, en Russie, le financement des investissements : quand notre camarade, le travailleur russe, achète des pommes de terre, il paye bien autre chose que des pommes de terre ! Là, tous les prix sont des « faux prix », dans l'optique classique. Quand l'ordre du jour réclame « un cours nouveau », par exemple de laisser souffler un peu le consommateur en mettant un frein à la fureur industrialisatrice, alors on procède à une baisse de prix, c'est-à-dire qu'on diminue la part de « l'auto-financement ».

Quand, en France, on cherche à savoir pourquoi les prix intérieurs sont si élevés par rapport aux prix mondiaux, on rencontre bientôt l'auto-financement, et il est normal qu'on s'efforce de le réduire après l'avoir, pour d'autres raisons, si longtemps favorisé.

Il faut ajouter que, dans cette marge entre le « prix vrai » et le « faux prix », arrivent à se glisser et à vivoter des entreprises à coût élevé qui, elles, ne pratiquent pas l'auto-financement (c'est-à-dire qu'elles ne s'équipent pas et restent retardataires). Ce sont précisément les entreprises « marginales ».

Dans la même R.P., *le camarade qui répond à la lettre de Chéron écrit : « Nous avons à maintes reprises dénoncé l'erreur de la hausse des salaires qui fait monter les prix ». La formulation est ambiguë. Cela peut vouloir signifier : « la hausse des salaires est une erreur parce qu'elle fait monter les prix », ou bien : « c'est une erreur de penser que la hausse des salaires fait monter les prix ». Je crois que cette deuxième acception est la bonne, en l'occurrence. C'est le sujet d'une discussion, également presque « aussi vieille que les rues », et qui reste pourtant d'une brûlante actualité. Elle rejoint aussitôt celle que nous venons d'avoir sur la question de l'auto-financement.*

Dans Salaires, prix et profits, *Marx s'oppose à Weston qui — comme Proudhon en France — pensait que la hausse générale des salaires entraîne une hausse immédiate et proportionnelle des prix. Pour démontrer que les prix sont indépendants des salaires, il s'appuie sur le fait que les premiers ne peuvent être fixés selon « la volonté » des capitalistes. Mais Marx se place nécessairement dans les conditions du capitalisme de son temps, c'est-à-dire d'un capitalisme de « libre concurrence ». Son raisonnement ne peut être transféré tel quel dans les conditions d'aujourd'hui. Le moins qu'on puisse dire, c'est que, depuis pas mal de temps, tout se passe comme si une nouvelle « loi d'airain des salaires » empêchait toute hausse « réelle » des salaires ouvriers. Loin de moi l'idée d'en déduire que la lutte pour la hausse des salaires est une « erreur » ! Je voudrais seulement que les ouvriers sachent que leur adversaire n'est pas identique à celui que connaissaient leurs pères et grands-pères. Quoiqu'ils soient désignés par le même nom, le capitalisme d'aujourd'hui et celui d'il y a un siècle, s'ils ont en commun certains traits fondamentaux, n'en sont pas moins notablement différents.*

La question soulevée par Guilloré, celle de la manière dont sont *actuellement* fixés les prix (par le jeu de la concurrence ou par voie d'autorité ?), est d'un intérêt capital, mais je ne pense pas que, quelle que soit la manière dont elle doive être résolue, ce que j'ai dit sur l'auto-financement puisse s'en trouver infirmé. Car si un monopole a la possibilité de fixer le prix d'un produit au-dessus de sa valeur, au-dessus du « prix vrai », pourquoi veut-on qu'il ne le fixe pas à ce niveau, même s'il distribue à ses actionnaires le surprofit qu'il a ainsi réalisé, au lieu de le conserver pour son auto-financement ? Croit-on que des dividendes élevés n'intéressent pas le capitalisme, monopoliseur ou non, autant que l'extension de l'entreprise ?

L'objection de Guilloré ne me semblerait valable que si ces « faux prix » n'étaient possibles que grâce à une intervention de l'Etat qui ne les autoriserait qu'à la condition expresse qu'une partie des bénéfices soit consacrée à l'auto-financement. Or, pour ma part, je ne connais point de cas de ce genre.

J'ai, d'autre part, à présenter toutes mes excuses pour l'amphibologie contenue dans la phrase citée par Guilloré. Mais j'ai si souvent insisté sur le fait que la hausse des salaires n'amenait pas la hausse des prix, qu'il ne pouvait guère y avoir de doute, je pense, pour les lecteurs de la *R.P.*, sur le sens qu'il fallait attribuer à ma phrase.

Quant au fond de la question, je pense bien, comme Guilloré, que depuis le jour où Ricardo formula, le premier à ma connaissance, la loi selon laquelle la hausse des salaires est sans influence sur les prix, et que Marx la reprit à son compte avec la vigueur que l'on sait, bien des choses ont changé. Notamment celle-ci, que les prix ne sont plus des prix-or, c'est-à-dire des prix payés avec une marchandise ayant une valeur réelle, comme l'or, mais des prix-papier, où ce avec quoi l'on paye, le billet de papier, est dépourvu de toute valeur propre. Cependant, si important que soit

ce changement, je ne pense pas qu'il entraîne une modification de la loi Ricardo-Marx pour des raisons que j'ai développées en détail dans un article sur « l'indépendance des prix et des salaires » paru dans les *Etudes matérialistes* de mars 50, et auquel je me permets de renvoyer. — R.L.

A NOUVEAU SUR L'AUTO-FINANCEMENT

Sur le même sujet nous avons reçu une lettre de Bonnaure qui, après avoir fait à peu près les mêmes critiques que Guilloré, ajoute celle-ci :

Je me demande comment Louzon concilie son affirmation que l'auto-financement lèse les intérêts de l'Etat et le fait que l'Etat favorise ce moyen d'investir par toute une série de mesures fiscales et parafiscales, et cela d'une façon continue depuis la libération : remboursement de 1946 *à* 1950, avec intérêt, *des sommes déposées, en vertu d'un décret de Vichy, par les entreprises pour l'amélioration de l'outillage et du matériel, défalcation des fonds de réserve du bénéfice imposable des sociétés, détaxation de certains investissements, etc.*

La pratique de l'auto-financement est née de l'inflation qui a tari le marché de capitaux et du passage de l'économie libérale à une économie plus ou moins dirigée, elle caractérise par l'ampleur de son emploi le système économique transitoire issu du bouleversement de deux guerres.

Il ne paraît pas possible, à moins d'un bouleversement des conditions de production et de distribution et du système monétaire, de la supprimer, mais les travailleurs ne pourraient-ils au moins revendiquer, comme l'écrit fort justement Mercier, la participation au contrôle, à la gestion et aux fruits des richesses qu'elle crée ?

L'Etat facilite l'auto-financement des entreprises bien que cela lui occasionne un préjudice fiscal parce qu'il faut bien, tout de même, si l'on ne veut pas asphyxier l'économie, que des capitaux s'investissent dans les entreprises, et que l'Etat préfère subir le préjudice fiscal relativement bénin qui lui est occasionné par l'auto-financement que celui infiniment plus considérable qu'il subirait si les entreprises se finançaient par appel direct au marché des capitaux par émissions d'actions et d'obligations ; elles viendraient ainsi, en effet, concurrencer ses propres émissions, ce qui l'obligerait, au moins, à élever considérablement le taux d'intérêt de ses emprunts, et, au plus, à ne plus pouvoir émettre aucun emprunt, tout l'argent disponible allant aux émissions privées.

Jadis, l'Etat pouvait concurrencer facilement les émissions privées du fait que l'immense majorité des épargnants considérait que rien n'était plus « sûr » qu'un emprunt d'Etat, mais maintenant que l'inflation a montré à tous que prêter de l'argent, fût-ce à l'Etat, est le meilleur moyen de se ruiner, que le seul moyen d'échapper plus ou moins aux effets de l'inflation est de posséder des valeurs *réelles*, tous ceux qui ont de l'argent à placer se précipiteraient sur des émissions d'actions faites par les entreprises, car une action, qui est une part de propriété dans l'entreprise, est une valeur réelle ; aussi l'Etat aurait beau faire, il ne trouverait à peu près plus personne pour souscrire à ses 3 % ou à ses 6 % !

C'est donc une nécessité vitale pour l'Etat d'empêcher les émissions d'actions, et comme il faut bien, je le répète, que l'industrie finance son extension, l'Etat s'est trouvé dans l'obligation de lui faciliter son financement par un autre moyen, qui est en l'espèce l'auto-financement, et cela malgré les quelques impôts dont ce procédé le prive.

Autre chose :

Il va sans dire que je suis tout à fait d'accord avec Bonnaure et Mercier pour réclamer « la participation de la classe ouvrière au contrôle, à la gestion et aux fruits des richesses qu'elle crée ».

Mais les richesses qu'elle crée ne sont pas seulement celles qui sont utilisées sous forme d'auto-financement.

Tout le capital est créé par la classe ouvrière, et pas seulement cette partie qui va à l'auto-financement.

Lorsqu'un actionnaire touche ses dividendes et qu'il en emploie une part à souscrire aux émissions d'une société, ce capital a été aussi bien produit par la classe ouvrière que s'il a été directement remployé, au moyen de l'auto-financement, dans l'entreprise dont les ouvriers l'ont produit.

Qu'il y ait ou non auto-financement, la classe ouvrière a droit à la gestion des entreprises parce que, *dans tous les cas*, c'est elle qui en a produit le capital par son surtravail.

Si j'ai cru nécessaire de faire ma note sur l'auto-financement, c'est parce que ces vérités premières tendent toujours à être oubliées ; nous sommes portés à nous en prendre à tel ou tel détail momentané du système capitaliste, en l'accusant de tout le mal, alors que la suppression de ce détail ne changerait rien à rien, et que c'est le principe même du capitalisme qu'il faut détruire. — R. L.

POUR OU CONTRE LA C.E.D.

Mon ami Georges Suant que j'avais cité dans notre numéro de juillet, en discutant avec Marceau Pivert, m'a adressé le 19 août une lettre qui n'a pu paraître en septembre. Il n'est pas trop tard pour la publier.

Mon cher Roger,

En souhaitant d'abord à l'ami — et à sa femme — de bonnes et revigorantes vacances, à l'ami qui, il doit y avoir un peu plus de vingt ans, m'a cordialement entraîné sur le chemin que je parcours depuis, je voudrais, ensuite, adresser quelques observations au rédacteur de la libre Révolution Prolétarienne. *C'est, tu le devines, à propos de tes réflexions sur la C.E.D. et de l'attitude de certains socialistes tels que Marceau Pivert, Mireille Osmin et... moi-même.*

En premier lieu, mon vieux Hagnauer, je n'ai pas encore « rougi d'avoir pris place parmi la cohue cacophonique des ennemis de cette trop fameuse C.E.D. ». Pas plus, j'imagine, qu'après ton voyage aux Etats-Unis, tu ne devins écarlate pour avoir été rangé — légèrement — parmi les « propagandistes stipendiés de l'impérialisme yankee » (cf. *la presse stalinienne*). *Je crois que cette sorte d'argument n'est pas très sérieuse. Et si, toi, tu ne veux pas prendre place entre ceux qui sont les défenseurs de la C.E.D., je présume que c'est, en effet, la compagnie de trop de tripatouilleurs du sabre et du goupillon et autres aimables aigrefins du capitalisme — tant national qu'international — qui te doit, aussi, un peu gêner, et t'inspirer une honte bien compréhensible !*

La gauche « pivertiste » — je reprends l'épithète qui m'amuse et taquine mon cher Marceau — a combattu, en effet, la C.E.D. — en toute clarté —, au sein du parti socialiste et les antimilitaristes et internationalistes ne sont pas aussi peu nombreux que tu sembles le croire : tu ne peux juger que de l'extérieur et tu n'ignores pas quelle bureaucratie essaie de nous étouffer ; et même si cela était, de ta part, l'argument me surprend ; je crois me rappeler que les participants du mémorable congrès de Zimmerwald n'étaient pas une telle foule.

Nous l'avons donc combattue cette soi-disant communauté européenne parce que les dirigeants actuels de la S.F.I.O. ont voulu — peut-être par

« crétinisme parlementaire » — faire de ce problème une question spécifiquement socialiste. Or ce n'est pas un problème socialiste, mais une affaire qui s'inscrit normalement dans l'évolution d'un capitalisme qui a, de plus en plus, besoin de se satisfaire : banale course aux armements affublée d'étiquettes, peut-être originales, mais aussi trompeuses que naguère ; défense contre le stalinisme ; construction de l'Europe (quelle Europe !). — Droit et civilisation, ont entendu nos pères.

Nous refusons la course aux armements — sous quelque forme que ce soit — persuadés que nous fortifierions la propagande stalinienne en renforçant l'impérialisme américain et justifiant alors le développement de l'impérialisme moscovite. (Et il faudrait montrer ce que serait, alors, le sort de la classe des salariés — j'en suis — et son devenir.)

Nous la refusons, à plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'armer un peuple désarmé (Allemagne de l'Ouest), un peuple dont la masse des travailleurs — peut-être inconsciemment pour une grande partie ; simple réflexe de saine défense, très objectivement pour une minorité socialiste révolutionnaire fidèle aux enseignements de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht — se refuse à accepter cette perspective.

Je ne veux pas insister, bien qu'il eût été utile de reprendre tous tes arguments. J'exprime simplement le souhait d'en pouvoir discuter, un jour, longuement avec toi et tes copains. (Pourquoi pas au cercle Zimmerwald ?) Jamais mes amis de la C.S.I. n'ont refusé un débat avec qui que ce soit, surtout si d'une ardente controverse peut venir plus d'union et de force pour aller vers cet idéal qui, j'en suis certain, nous est commun.

P.-S. — *Je rentre à Paris en plein débat C.E.D. Où sont les « purs » ? ô mon ami !*

***

Georges Suant appartient à la génération sur laquelle avant la guerre nous comptions pour la « relève » au Syndicat National. Ils étaient un certain nombre manifestant une indépendance morale et politique, une solidité de convictions, un esprit critique qui autorisaient des espoirs que leur activité n'a pas démentie, quoique le syndicat n'en ait pas suffisamment profité. Je peux regretter que Suant soit surtout un militant socialiste. Je ne doute pas de son « efficience » sur le terrain qu'il a choisi.

Je veux d'abord lui confirmer mon désir souvent formulé d'un débat aussi large que possible sur la politique ouvrière internationale. Même si la conclusion doit nous laisser provisoirement sur des positions distinctes, notre accord futur hautement souhaitable dépend de la sincérité de nos controverses actuelles.

Suant a mal compris mon intention. Je n'entends pas faire de la C.E.D. le test déterminant la pureté internationaliste des militants. Ce n'est pas une question de classe. Ce n'est pas un problème dont la solution intéresse directement la classe ouvrière. Un parti socialiste, pratiquant l'opposition systématique, aurait pu voter contre la C.E.D. par intransigeance doctrinale, comme il voterait contre les crédits militaires, contre toute alliance militaire, contre toutes les initiatives militaires et diplomatiques de la bourgeoisie. Mais le parti socialiste est devenu un parti de gouvernement. Ce n'est pas ma faute. Ce n'est pas non plus celle de Suant. S'il faut opter entre la politique gouvernementale de Jules Moch et celle de Guy Mollet, un militant socialiste comme Suant a le droit de choisir. Un électeur socialiste (intermittent comme moi) également. Si la tendance « pivertiste » entend demeurer sur le terrain de l'opposition de classe, elle doit logiquement combattre sur les deux fronts et ne pas favoriser une tendance au détriment de l'autre.

Voilà pour la logique. Mais la « dialectique » (pour reprendre le jargon marxiste) obéit à d'autres lois. S'il est vrai, selon Engels, que le communisme (celui de Marx) c'est l'étude des conditions de victoire du prolétariat international, nous devons en toute conjoncture choisir non la solution abstraite et idéale, mais celle qui favorise le mouvement ouvrier — c'est-à-dire que nous devons choisir la solution la moins réactionnaire, non le « moindre mal », mais le bien relatif ou même le mal qui provoque le bien.

Ne pas se prononcer pour la C.E.D., soit. Mais nous sommes pris dans un courant démagogique de sources multiples dirigé contre la C.E.D. On ne peut que ramer à contre-courant (nous en avons l'habitude), ou se laisser porter par le courant, en égrenant pour se consoler le chapelet marxiste.

Cohue cacophonique ? Certes, de Gaulle, le comte de Paris, Herriot, Jules Moch, les gens du Comité des Forges et Jacques Duclos ne parlent pas le même langage. Ce qui domine cependant, c'est le nationalisme soulevé par la surenchère post-stalinienne et lourd de germanophobie...

S'élever contre la politique d'armements ? Duperie. Le dilemme n'est pas : désarmement ou C.E.D. Il n'y a même pas de dilemme. Il y a les armements soviétiques, il y a en particulier en Allemagne orientale tous les cadres d'une nouvelle armée. Il y a en face des armées « nationales » dont les effectifs et le matériel ne sont pas du même ordre de grandeur que les armées soviétiques. Avec ou sans C.E.D., la disproportion persiste. La C.E.D. peut avoir comme seul avantage de « dénationaliser » les armées et de prévenir une agression « intérieure » dans le genre de celles qui ont soumis l'Europe de l'Est à Staline.

Il y a surtout le problème allemand. Et là vous n'échappez pas au dilemme. Ou l'Allemagne désarmée par la volonté des vainqueurs. Ou l'Allemagne libre jouissant des mêmes droits que tous les autres Etats européens. C'est, quoique vous puissiez avancer, cette deuxième position sur laquelle se tiennent les socialistes allemands... qui parlent de « neutralisation » par calcul politique ou par ahurissante naïveté.

Faut-il répéter que la violence des agents de Moscou contre la C.E.D. ne se justifie pas par la crainte d'une armée allemande, mais par la volonté de séparer l'Allemagne de l'Occident ? Hitler en profita en 1930 et Staline en 1939.

Il faut d'abord dire cela — qui ne me paraît pas discutable — pour éclairer les prémices du débat. Ce qui n'implique pas que nous serons d'accord en fin de compte. Nous pourrons au moins les uns et les autres nous séparer nettement des pires ennemis du mouvement ouvrier et des plus redoutables adversaires de l'Internationale.

Il reste l'autre débat, autrement grave, sur la politique ouvrière internationale. Nous n'avons pas cessé de l'engager ici. Que Suant reprenne et discute nos propositions. Il est fort capable, non seulement d'en comprendre le sens, non seulement d'y ajouter les siennes, mais même d'influencer nos propres opinions. Mais qu'il se garde des « incantations » magiques, de la paille des mots. Les problèmes s'intitulent : Allemagne, Europe orientale, Afrique du Nord, Indochine, Chine, Guatemala, Brésil, etc.

Et par-dessus tout, dans tous les pays, l'objet essentiel : libérer, constituer ou renforcer le mouvement ouvrier. — **R. H.**

ce changement, je ne pense pas qu'il entraîne une modification de la loi Ricardo-Marx pour des raisons que j'ai développées en détail dans un article sur « l'indépendance des prix et des salaires » paru dans les *Etudes matérialistes* de mars 50, et auquel je me permets de renvoyer. — R.L.

A NOUVEAU SUR L'AUTO-FINANCEMENT

Sur le même sujet nous avons reçu une lettre de Bonnaure qui, après avoir fait à peu près les mêmes critiques que Guilloré, ajoute celle-ci :

Je me demande comment Louzon concilie son affirmation que l'auto-financement lèse les intérêts de l'Etat et le fait que l'Etat favorise ce moyen d'investir par toute une série de mesures fiscales et parafiscales, et cela d'une façon continue depuis la libération : remboursement de 1946 *à* 1950, *avec intérêt, des sommes déposées, en vertu d'un décret de Vichy, par les entreprises pour l'amélioration de l'outillage et du matériel, défalcation des fonds de réserve du bénéfice imposable des sociétés, détaxation de certains investissements, etc.*

La pratique de l'auto-financement est née de l'inflation qui a tari le marché de capitaux et du passage de l'économie libérale à une économie plus ou moins dirigée, elle caractérise par l'ampleur de son emploi le système économique transitoire issu du bouleversement de deux guerres.

Il ne paraît pas possible, à moins d'un bouleversement des conditions de production et de distribution et du système monétaire, de la supprimer, mais les travailleurs ne pourraient-ils au moins revendiquer, comme l'écrit fort justement Mercier, la participation au contrôle, à la gestion et aux fruits des richesses qu'elle crée ?

L'Etat facilite l'auto-financement des entreprises bien que cela lui occasionne un préjudice fiscal parce qu'il faut bien, tout de même, si l'on ne veut pas asphyxier l'économie, que des capitaux s'investissent dans les entreprises, et que l'Etat préfère subir le préjudice fiscal relativement bénin qui lui est occasionné par l'auto-financement que celui infiniment plus considérable qu'il subirait si les entreprises se finançaient par appel direct au marché des capitaux par émissions d'actions et d'obligations ; elles viendraient ainsi, en effet, concurrencer ses propres émissions, ce qui l'obligerait, au moins, à élever considérablement le taux d'intérêt de ses emprunts, et, au plus, à ne plus pouvoir émettre aucun emprunt, tout l'argent disponible allant aux émissions privées.

Jadis, l'Etat pouvait concurrencer facilement les émissions privées du fait que l'immense majorité des épargnants considérait que rien n'était plus « sûr » qu'un emprunt d'Etat, mais maintenant que l'inflation a montré à tous que prêter de l'argent, fût-ce à l'Etat, est le meilleur moyen de se ruiner, que le seul moyen d'échapper plus ou moins aux effets de l'inflation est de posséder des valeurs *réelles*, tous ceux qui ont de l'argent à placer se précipiteraient sur des émissions d'actions faites par les entreprises, car une action, qui est une part de propriété dans l'entreprise, est une valeur réelle ; aussi l'Etat aurait beau faire, il ne trouverait à peu près plus personne pour souscrire à ses 3 % ou à ses 6 % !

C'est donc une nécessité vitale pour l'Etat d'empêcher les émissions d'actions, et comme il faut bien, je le répète, que l'industrie finance son extension, l'Etat s'est trouvé dans l'obligation de lui faciliter son financement par un autre moyen, qui est en l'espèce l'auto-financement, et cela malgré les quelques impôts dont ce procédé le prive.

Autre chose :

Il va sans dire que je suis tout à fait d'accord avec Bonnaure et Mercier pour réclamer « la participation de la classe ouvrière au contrôle, à la gestion et aux fruits des richesses qu'elle crée ».

Mais les richesses qu'elle crée ne sont pas seulement celles qui sont utilisées sous forme d'auto-financement.

Tout le capital est créé par la classe ouvrière, et pas seulement cette partie qui va à l'auto-financement.

Lorsqu'un actionnaire touche ses dividendes et qu'il en emploie une part à souscrire aux émissions d'une société, ce capital a été aussi bien produit par la classe ouvrière que s'il a été directement remployé, au moyen de l'auto-financement, dans l'entreprise dont les ouvriers l'ont produit.

Qu'il y ait ou non auto-financement, la classe ouvrière a droit à la gestion des entreprises parce que, *dans tous les cas*, c'est elle qui en a produit le capital par son surtravail.

Si j'ai cru nécessaire de faire ma note sur l'auto-financement, c'est parce que ces vérités premières tendent toujours à être oubliées ; nous sommes portés à nous en prendre à tel ou tel détail momentané du système capitaliste, en l'accusant de tout le mal, alors que la suppression de ce détail ne changerait rien à rien, et que c'est le principe même du capitalisme qu'il faut détruire. — R. L.

POUR OU CONTRE LA C.E.D.

Mon ami Georges Suant que j'avais cité dans notre numéro de juillet, en discutant avec Marceau Pivert, m'a adressé le 19 août une lettre qui n'a pu paraître en septembre. Il n'est pas trop tard pour la publier.

Mon cher Roger,

En souhaitant d'abord à l'ami — et à sa femme — de bonnes et revigorantes vacances, à l'ami qui, il doit y avoir un peu plus de vingt ans, m'a cordialement entraîné sur le chemin que je parcours depuis, je voudrais, ensuite, adresser quelques observations au rédacteur de la libre Révolution Prolétarienne. *C'est, tu le devines, à propos de tes réflexions sur la C.E.D. et de l'attitude de certains socialistes tels que Marceau Pivert, Mireille Osmin et... moi-même.*

En premier lieu, mon vieux Hagnauer, je n'ai pas encore « rougi d'avoir pris place parmi la cohue cacophonique des ennemis de cette trop fameuse C.E.D. ». Pas plus, j'imagine, qu'après ton voyage aux Etats-Unis, tu ne devins écarlate pour avoir été rangé — légèrement — parmi les « propagandistes stipendiés de l'impérialisme yankee » (cf. *la presse stalinienne*). *Je crois que cette sorte d'argument n'est pas très sérieuse. Et si, toi, tu ne veux pas prendre place entre ceux qui sont les défenseurs de la C.E.D., je présume que c'est, en effet, la compagnie de trop de tripatouilleurs du sabre et du goupillon et autres aimables aigrefins du capitalisme — tant national qu'international — qui te doit, aussi, un peu gêner, et t'inspirer une honte bien compréhensible !*

La gauche « pivertiste » — je reprends l'épithète qui m'amuse et taquine mon cher Marceau — a combattu, en effet, la C.E.D. — en toute clarté —, au sein du parti socialiste et les antimilitaristes et internationalistes ne sont pas aussi peu nombreux que tu sembles le croire : tu ne peux juger que de l'extérieur et tu n'ignores pas quelle bureaucratie essaie de nous étouffer ; et même si cela était, de ta part, l'argument me surprend ; je crois me rappeler que les participants du mémorable congrès de Zimmerwald n'étaient pas une telle foule.

Nous l'avons donc combattue cette soi-disant communauté européenne parce que les dirigeants actuels de la S.F.I.O. ont voulu — peut-être par

« crétinisme parlementaire » — faire de ce problème une question spécifiquement socialiste. Or ce n'est pas un problème socialiste, mais une affaire qui s'inscrit normalement dans l'évolution d'un capitalisme qui a, de plus en plus, besoin de se satisfaire : banale course aux armements affublée d'étiquettes, peut-être originales, mais aussi trompeuses que naguère ; défense contre le stalinisme ; construction de l'Europe (quelle Europe !). — Droit et civilisation, ont entendu nos pères.

Nous refusons la course aux armements — sous quelque forme que ce soit — persuadés que nous fortifierions la propagande stalinienne en renforçant l'impérialisme américain et justifiant alors le développement de l'impérialisme moscovite. (Et il faudrait montrer ce que serait, alors, le sort de la classe des salariés — j'en suis — et son devenir.)

Nous la refusons, à plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'armer un peuple désarmé (Allemagne de l'Ouest), un peuple dont la masse des travailleurs — peut-être inconsciemment pour une grande partie ; simple réflexe de saine défense, très objectivement pour une minorité socialiste révolutionnaire fidèle aux enseignements de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht — se refuse à accepter cette perspective.

Je ne veux pas insister, bien qu'il eût été utile de reprendre tous tes arguments. J'exprime simplement le souhait d'en pouvoir discuter, un jour, longuement avec toi et tes copains. (Pourquoi pas au cercle Zimmerwald ?) Jamais mes amis de la C.S.I. n'ont refusé un débat avec qui que ce soit, surtout si d'une ardente controverse peut venir plus d'union et de force pour aller vers cet idéal qui, j'en suis certain, nous est commun.

P.-S. — *Je rentre à Paris en plein débat C.E.D. Où sont les « purs » ? ô mon ami !*

***

Georges Suant appartient à la génération sur laquelle avant la guerre nous comptions pour la « relève » au Syndicat National. Ils étaient un certain nombre manifestant une indépendance morale et politique, une solidité de convictions, un esprit critique qui autorisaient des espoirs que leur activité n'a pas démentie, quoique le syndicat n'en ait pas suffisamment profité. Je peux regretter que Suant soit surtout un militant socialiste. Je ne doute pas de son « efficience » sur le terrain qu'il a choisi.

Je veux d'abord lui confirmer mon désir souvent formulé d'un débat aussi large que possible sur la politique ouvrière internationale. Même si la conclusion doit nous laisser provisoirement sur des positions distinctes, notre accord futur hautement souhaitable dépend de la sincérité de nos controverses actuelles.

Suant a mal compris mon intention. Je n'entends pas faire de la C.E.D. le test déterminant la pureté internationaliste des militants. Ce n'est pas une question de classe. Ce n'est pas un problème dont la solution intéresse directement la classe ouvrière. Un parti socialiste, pratiquant l'opposition systématique, aurait pu voter contre la C.E.D. par intransigeance doctrinale, comme il voterait contre les crédits militaires, contre toute alliance militaire, contre toutes les initiatives militaires et diplomatiques de la bourgeoisie. Mais le parti socialiste est devenu un parti de gouvernement. Ce n'est pas ma faute. Ce n'est pas non plus celle de Suant. S'il faut opter entre la politique gouvernementale de Jules Moch et celle de Guy Mollet, un militant socialiste comme Suant a le droit de choisir. Un électeur socialiste (intermittent comme moi) également. Si la tendance « pivertiste » entend demeurer sur le terrain de l'opposition de classe, elle doit logiquement combattre sur les deux fronts et ne pas favoriser une tendance au détriment de l'autre.

Voilà pour la logique. Mais la « dialectique » (pour reprendre le jargon marxiste) obéit à d'autres lois. S'il est vrai, selon Engels, que le communisme (celui de Marx) c'est l'étude des conditions de victoire du prolétariat international, nous devons en toute conjoncture choisir non la solution abstraite et idéale, mais celle qui favorise le mouvement ouvrier — c'est-à-dire que nous devons choisir la solution la moins réactionnaire, non le « moindre mal », mais le bien relatif ou même le mal qui provoque le bien.

Ne pas se prononcer pour la C.E.D., soit. Mais nous sommes pris dans un courant démagogique de sources multiples dirigé contre la C.E.D. On ne peut que ramer à contre-courant (nous en avons l'habitude), ou se laisser porter par le courant, en égrenant pour se consoler le chapelet marxiste.

Cohue cacophonique ? Certes, de Gaulle, le comte de Paris, Herriot, Jules Moch, les gens du Comité des Forges et Jacques Duclos ne parlent pas le même langage. Ce qui domine cependant, c'est le nationalisme soulevé par la surenchère post-stalinienne et lourd de germanophobie...

S'élever contre la politique d'armements ? Duperie. Le dilemme n'est pas : désarmement ou C.E.D. Il n'y a même pas de dilemme. Il y a les armements soviétiques, il y a en particulier en Allemagne orientale tous les cadres d'une nouvelle armée. Il y a en face des armées « nationales » dont les effectifs et le matériel ne sont pas du même ordre de grandeur que les armées soviétiques. Avec ou sans C.E.D., la disproportion persiste. La C.E.D. peut avoir comme seul avantage de « dénationaliser » les armées et de prévenir une agression « intérieure » dans le genre de celles qui ont soumis l'Europe de l'Est à Staline.

Il y a surtout le problème allemand. Et là vous n'échappez pas au dilemme. Ou l'Allemagne désarmée par la volonté des vainqueurs. Ou l'Allemagne libre jouissant des mêmes droits que tous les autres Etats européens. C'est, quoique vous puissiez avancer, cette deuxième position sur laquelle se tiennent les socialistes allemands... qui parlent de « neutralisation » par calcul politique ou par ahurissante naïveté.

Faut-il répéter que la violence des agents de Moscou contre la C.E.D. ne se justifie pas par la crainte d'une armée allemande, mais par la volonté de séparer l'Allemagne de l'Occident ? Hitler en profita en 1930 et Staline en 1939.

Il faut d'abord dire cela — qui ne me paraît pas discutable — pour éclairer les prémices du débat. Ce qui n'implique pas que nous serons d'accord en fin de compte. Nous pourrons au moins les uns et les autres nous séparer nettement des pires ennemis du mouvement ouvrier et des plus redoutables adversaires de l'Internationale.

Il reste l'autre débat, autrement grave, sur la politique ouvrière internationale. Nous n'avons pas cessé de l'engager ici. Que Suant reprenne et discute nos propositions. Il est fort capable, non seulement d'en comprendre le sens, non seulement d'y ajouter les siennes, mais même d'influencer nos propres opinions. Mais qu'il se garde des « incantations » magiques, de la paille des mots. Les problèmes s'intitulent : Allemagne, Europe orientale, Afrique du Nord, Indochine, Chine, Guatemala, Brésil, etc.

Et par-dessus tout, dans tous les pays, l'objet essentiel : libérer, constituer ou renforcer le mouvement ouvrier. — **R. H.**

A PROPOS DU VOYAGE DES DEPUTES TRAVAILLISTES EN U.R.S.S. ET EN CHINE

J'avais écrit à Raymond Postgate, vieil ami de la « R. P. », pour protester contre la réception des députés travaillistes à Moscou. Je lui avais rappelé la tradition des ouvriers londoniens qui avaient chassé en 1849 le Hongrois Haynau, « le fouetteur de femmes ». Il me répond par la lettre suivante datée du 24-8-54 :

L'incident que vous citez se passait en 1849. Le général Haynau se trouvait à Londres ; il avait visité la brasserie ou plutôt l'usine de Barclay Perkins. Les camionneurs l'avaient reconnu ; c'était lui qui avait fouetté les femmes des révolutionnaires hongrois. Ils l'ont chassé avec leurs énormes fouets et il s'est réfugié dans une poubelle du public-house « George » sur Bankside. On s'en est plaint au Foreign Secretary, Lord Palmerston, qui a répondu qu'il blâmait sérieusement la conduite des camionneurs. « Ils auraient dû, a-t-il ajouté, foutre le général dans la Tamise. » (Je pense qu'on a adouci un peu son brouillon...) Avant guerre, je crois me souvenir que Lord Halifax a écrit à Goering qu'il ne devait pas visiter l'Angleterre parce qu'il y aurait lieu de s'attendre à quelque chose d'aussi « déplorable ».

Un Anglais peut se féliciter que des affaires semblables se passent ici. Mais je dois vous avouer que je ne vois pas aussi clair dans l'affaire de la visite travailliste en Russie et en Chine. Je suis de votre avis sur les banquets et les compliments. Je n'aurais accepté, je l'espère au moins, ni bouteilles de vodka ni bouquets de gladioli. Mais si l'on a décidé de visiter la Russie et la Chine j'admets que cela demande un peu plus d'habileté que n'en possèdent nos amis afin d'éviter les dîners et les compliments embarrassants. (Pour moi, si on m'avait demandé mon avis, j'aurais dit : Arrangez-vous avec ces messieurs de l'ambassade anglaise, très corrects, très frigides, faux cols et plastrons ; c'est le moment pour le protocole. Mais je crois qu'on a craint que ce soit trop bourgeois et churchilliste : erreur !)

La question principale est celle-ci : doit-on visiter la Chine ? Si oui, on est forcé de passer par Moscou. Et je crois que mes camarades voulaient sincèrement aider deux buts importants : éviter une troisième guerre mondiale et voir ce qui se passe en Chine. Ils ont dit, avant de partir, qu'ils n'avaient pas l'intention de « se faire bourrer le crâne ». Ce sont des mobiles que j'approuve. Je crois qu'on aurait dû être plus habile dans les détails, mais je vois aussi que ceux qui ont réagi violemment, tel Hector McNeill en Amérique, ont été immédiatement cités par les journaux les plus réactionnaires, ici et en Amérique. En effet, je ne suis pas bien sûr d'être dans la vérité. Vous me traiterez peut-être de lâche, mais dans de telles circonstances je la ferme...

Il n'est pas question de lâcheté... Il n'est pas question non plus des opinions réactionnaires. Nous restons entre nous et nous nous parlons franchement. Nous pouvons ne pas être d'accord sur la tactique. Nous pouvons approuver ou non des négociations avec l'U.R.S.S. et avec la Chine populaire. Il est des « réactionnaires » américains qui font le jeu des post-staliniens par leur anticommunisme hystérique. Il est des réactionnaires français qui s'associent aux post-staliniens français dans la germanophobie. Il est des hommes d'affaires anglais qui espèrent réaliser de fructueuses opérations en U.R.S.S. et en Chine. Tout cela ne dépend pas de nous.

Mais il est un devoir impérieux pour tous les syndicalistes et socialistes, c'est de détruire les illusions des travailleurs sur le... « socialisme » stalinien, et de se comporter à l'égard des bourreaux de Moscou comme les ouvriers londoniens à l'égard du bourreau hongrois.

Attlee et Bevan ne sont plus ministres. Qu'ils espèrent le redevenir, c'est une affaire qui regarde d'abord les travaillistes anglais. Mais qu'actuellement ils échangent des compliments et des toasts avec les représentants d'un régime qui a exterminé les socialistes, les syndicalistes, les communistes... c'est une affaire qui engage la responsabilité de toute l'Internationale. Au reste, les insultes de la *Pravda* prouvent que leur « habileté » n'est même pas rentable.

Quant à la Chine populaire, son évolution nous préoccupe... et pas seulement à propos de ses relations avec l'Occident. Mais j'avoue ne pas attacher beaucoup d'importance aux enquêtes d'Attlee et de Bevan. — R. H.

LE GUATEMALA
« pays satellite »

Le Figaro *n'est certes pas un journal communiste, et il est plein de sympathie pour l'Amérique. C'est pourquoi nous croyons bon de reproduire quelques passages d'un article de son envoyé spécial Serge Groussard sur le Guatemala* (15 septembre 54) *qui confirment pleinement ce que la* R.P. *a déjà dit à ce sujet.*

Le Guatemala de Jacobo Arbenz n'était pas communiste. Un pays où vingt-deux familles possèdent 60 % des terres cultivables et où, sauf exceptions rarissimes, il est exclu qu'un Indien puisse occuper un emploi officiel d'importance ; un pays qui compte 70 % d'analphabètes et 75 % de « descalzos », de « pieds-nus », ce pays-là est féodal.

***

Arbenz se résolut à mener une lutte à mort contre l' « United Fruit Corporation » alors qu'il savait ce que celle-ci représentait.

Près de 300.000 hectares de terres bananières.

Si ce n'était que cela !

L' « International Railways of Central America », qui possède les chemins de fer du pays ; la « Compania Agricola » de Guatemala, qui tient en main, en nom ou par hypothèque, près d'un demi-million d'hectares, sont contrôlées par l'UFCO. Le seul véritable port du Guatemala, celui de Puerto Barrios ; la moitié des immeubles de rapport des six plus grandes agglomérations du pays ; la « Flotte blanche », qui a le quasi-monopole des transports maritimes de marchandises ; la majorité des mines de zinc et de plomb, etc., tout cela, c'est l'United Fruit. Chaque année, les bénéfices de la société de Boston sont largement supérieurs au budget du Guatemala tout entier.

En d'autres termes, au Guatemala comme dans les autres nations d'Amérique centrale, l'United Fruit est l'instrument colossal et minutieusement protégé de la domination nord-américaine.

***

Les dictateurs sont plus commodes à manier et à surveiller que les assemblées représentatives : voilà pourquoi, à l'exception du Costa-Rica, dont le président est désormais des plus attentifs à ne pas inquiéter le Département d'Etat, les six nations d'Amérique centrale sont des dictatures.

Le Guatemala, comme ses voisins, est donc bien un « pays satellite » des Etats-Unis, qui, ayant voulu se libérer, a été « remis au pas ». Le président Arbenz fut un Tito, qui n'a pas réussi.

Washington est plus coriace que Moscou.

Patrie et lutte de classe

En 1873, au lendemain de la Commune, Bakounine faisait paraître en Suisse un ouvrage écrit en russe : Etatisme et Anarchie.

De ce livre, dont il n'y eut jamais jusqu'ici d'édition française, la R.P. *a publié quelques pages ayant trait à « la fonction historique des Slaves », dans son numéro de mai* 1950, *pages qui avaient été traduites par Prudhommeaux sur l'édition espagnole.*

Nous publions ci-dessous un autre extrait de ce même ouvrage, qui a paru, lui, tel quel, en français, en 1878, *dans l'*Avant-Garde (*) *l'organe de la célèbre Fédération jurassienne de l'Internationale, paraissant à la Chaux-de-Fonds, et dont nous devons la copie à Daniel Guérin.*

Ajoutons que des camarades envisagent de publier prochainement une traduction française complète de l'ouvrage de Bakounine faite directement sur l'original russe.

*En outre, Marx ayant annoté abondamment l'exemplaire d'*Etatisme et Anarchie *qu'il avait entre les mains, et ces notes ayant été publiées, après traduction en russe, par Riazanov, le spécialiste bolchevik de l'exégèse marxiste, on se propose de publier en traduction française ces notes de Marx dans le même volume que l'écrit de Bakounine. Ainsi, les lecteurs auraient l'inestimable avantage de pouvoir confronter directement les thèses des deux grands penseurs qui sont considérés comme représentant, à propos précisément de cette question de l'Etat, les deux pôles opposés du socialisme.*

Bien entendu, nous tiendrons nos lecteurs au courant des suites qui seront données à ce projet. — R. L.

Toute exploitation du travail du peuple — si dorée qu'elle soit — par n'importe quelles formes politiques de la prétendue souveraineté populaire et de la soi-disant liberté populaire est amère pour le peuple. Par conséquent, aucun peuple, si docile qu'il soit de sa nature, et dans quelque mesure que la soumission aux autorités soit entrée dans ses mœurs, ne se soumettra volontairement à cette exploitation ; pour l'y forcer une contrainte perpétuelle sera nécessaire ainsi que l'emploi continuel de la violence. De là, la nécessité d'une surveillance de la police et de l'organisation d'une force militaire.

Le gouvernement moderne, par son essence et par son but, est nécessairement un gouvernement militaire et un gouvernement militaire devient fatalement un gouvernement conquérant ; s'il ne fait pas de conquêtes, il sera lui-même conquis, par cette simple raison que là où se trouve la force se trouve aussi de toute nécessité le déploiement et l'usage de cette force. Le gouvernement moderne doit donc par la force des choses être un gouvernement énorme et puissant ; c'est l'indispensable condition de sa conservation.

De même que la production capitaliste et les hautes spéculations de la banque engloutissent enfin peu à peu cette même production (car par crainte de la banqueroute elles élargissent toujours le cercle de leur action au détriment des petites spéculations et des petites productions qu'elles absorbent), et tendent à devenir l'unique production universelle, de même le gouvernement moderne — nécessairement militaire — porte dans son sein la tendance inévitable à devenir un gouvernement universel. Et il est évident que cet irréalisable gouvernement universel devrait en tout cas être unique, car deux pareils gouvernements ne sauraient exister côte à côte.

La prépondérance est seulement le dévoilement discret et possible de cette tendance irréalisable inhérente à tout gouvernement ; et la première condition de cette prépondérance est, tout au moins, la faiblesse et la soumission de tous les gouvernements environnants. Ainsi, tant que la France a eu la prépondérance, celle-ci a eu pour condition l'inanité gouvernementale de l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne, et jusqu'à ce jour les hommes d'Etat français — sans doute Thiers le premier de tous — ne peuvent pardonner à Napoléon III d'avoir permis à l'Italie et à l'Allemagne de resserrer leurs membres épars et de s'unifier.

Maintenant la France a cédé la place, et cette place est prise par le gouvernement allemand qui est à nos yeux actuellement l'unique et véritable gouvernement dans toute l'Europe.

Le patriotisme n'existe plus en France

Sans conteste, le peuple français jouera encore un rôle sublime dans l'histoire, mais son rôle gouvernemental est fini. Qui connaît un peu la France dira comme nous que s'il était possible qu'elle restât longtemps une puissance de premier ordre elle ne consentirait jamais à rester un gouvernement secondaire ou même égal en forces aux autres gouvernements. En tant que gouvernement, et tant qu'elle sera conduite par les hommes d'Etat — serait-ce par Thiers, Gambetta, ou même les princes d'Orléans — la France ne prendra jamais son parti de son abaissement ; elle

(*) Nous avons cependant apporté au texte de l'**Avant-Garde** quelques modifications de détail, d'une part lorsqu'il renfermait des expressions trop purement suisses, et d'autre part lorsque le texte de la traduction espagnole de l'ouvrage de Bakounine nous semblait meilleure. En outre, les sous-titres sont de nous. — (N.D.L.R.)

se préparera pour une nouvelle guerre et cherchera à se venger et à rétablir sa prépondérance perdue.

Peut-elle l'atteindre ! absolument non. Et pour bien des raisons ! citons les deux principales. Les derniers événements ont démontré, que le patriotisme, cette vertu **gouvernementale** suprême, cette âme de la force gouvernementale, n'existe plus en France. Dans les classes supérieures elle se manifeste encore sous la forme de la vanité nationale ; mais cette vanité est déjà si faible, si rongée dans sa racine, par cette nécessité et cette coutume bourgeoises de sacrifier aux **intérêts réels** tous les **intérets idéaux** que même dans la dernière guerre cette vanité n'a pu comme autrefois transformer les boutiquiers, les hommes de loi, les spéculateurs de la bourse, les officiers, les généraux, les bureaucrates, les capitalistes, les propriétaires, les gentilshommes élevés par les Jésuites — ne fût-ce que quelque temps — en patriotes et en héros d'abnégation. Tous ont manqué de cœur, tous ont trahi, tous se sont rués au salut de leur richesse, tous ont profité du malheur de la France pour intriguer contre cette même France. Ils se sont tous efforcés, avec une remarquable effronterie, de se devancer l'un l'autre dans la grâce du vainqueur arrogant et implacable devenu l'arbitre du destin de la France. Unanimement ils ont prêché la soumission et l'humilité, et ils ont imploré la paix... Maintenant ! tous ces blagueurs dépravés sont redevenus patriotes et ils s'en flattent ! mais les cris aussi révoltants que ridicules de ces héros à bon marché ne sauraient effacer les témoignages trop évidents des bassesses commises hier.

Mais ce qui est plus important, c'est que les habitants des campagnes de la France n'ont témoigné non plus d'aucun grain de patriotisme. Oui, contrairement à toute attente, le paysan français depuis qu'il est devenu propriétaire a cessé d'être patriote. Aux temps de Jeanne d'Arc, lui seul a soutenu la France sur ses épaules. En 1792, et plus tard, il l'a protégée contre la coalition européenne. Mais alors c'était bien autre chose : grâce à la vente à prix bas des terres de la noblesse et de celles de l'Eglise, il **devenait** propriétaire de ce sol qu'il cultivait autrefois comme serf, et il avait tous les motifs de craindre qu'en cas de défaite la noblesse émigrée qui venait derrière l'armée allemande ne lui enlevât la propriété qu'il venait d'acquérir. Tout récemment il n'avait pas cette crainte et il a assisté tout indifférent à la défaite de sa chère patrie. Excepté dans l'Alsace et la Lorraine où (chose étrange et qui est presque une dérision contre les Allemands qui s'obstinent à voir dans ces provinces des provinces allemandes) on manifesta un incontestable sentiment de patriotisme, dans toute la France du Centre, les paysans chassaient les volontaires français et étrangers qui s'armaient pour la défense de la France, en leur refusant tout, en les livrant souvent aux Prussiens, et en accueillant les Allemands d'une manière tout hospitalière.

On peut dire en toute justice que seul le prolétariat des villes avait conservé quelque patriotisme.

A Paris ainsi que dans les autres villes de France, le prolétariat seul voulait et exigeait l'armement général et la guerre à outrance. Et chose étrange ! par cela, il déchaîna contre lui toute la haine des classes possédantes ; comme si ces classes se sentaient blessées de voir que les **frères cadets** (expression de M. Gambetta) montraient plus de valeur et de patriotique dévouement que les **frères aînés.**

Cependant les classes possédantes avaient un peu raison. Ce qui poussait les ouvriers des villes n'était pas le patriotisme pur, dans le sens ancien et intrinsèque du mot. Le patriotisme réel est un sentiment sans doute très respectable, mais en même temps trop étroit, exclusif, antihumain, parfois même brutal. Celui-là seul est un patriote logique, qui non seulement aime passionnément sa patrie et tout ce qui la touche, mais qui de plus hait aussi passionnément tout ce qui y est étranger, comme font par exemple nos slavophiles. Le prolétariat français n'avait pas conservé même les traces de cette haine. Dans les dix dernières années au contraire — on peut même dire depuis 1848 et même avant — sous l'influence de la propagande socialiste, il s'était développé en lui un sentiment fraternel pour les prolétaires de tous les pays, en même temps qu'un sentiment égal d'indifférence vis-à-vis de la soi-disant grandeur et gloire de la France. Les ouvriers français étaient opposés à la guerre entreprise par le dernier Napoléon, et à la veille de cette guerre ils déclarèrent hautement, dans un manifeste signé par les membres de l'Internationale parisienne, leurs sentiments sincèrement fraternels pour les ouvriers d'Allemagne. Quand les armées allemandes entrèrent en France ils s'armèrent, non pas contre le peuple allemand, mais contre le despotisme militaire allemand.

La prise d'armes des ouvriers français n'était pas une prise d'armes patriotique

La guerre commença juste six ans après la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs, et à peine quatre ans après son premier congrès de Genève. Dans ce court laps de temps, la propagande internationale éveilla, non seulement dans le prolétariat français, mais aussi au sein du prolétariat des autres contrées (surtout chez celui de race latine), tout un monde nouveau d'idées, de manières de voir, de sentiments, extrêmement larges, et excita une passion internationale générale qui engloutit presque tous les préjugés et toutes les étroitesses des passions patriotiques et de clocher.

Cette idée nouvelle se manifesta déjà solennellement en 1868 dans un meeting populaire. Et pourriez-vous dire dans quel pays ? en Autriche, à Vienne ! C'était une réponse faite à la masse de propositions patriotiques et politiques faites aux ouvriers viennois par l'assemblée de MM. les bourgeois-démocrates du midi de l'Allemagne et de l'Autriche : ces messieurs demandaient l'acceptation et la solennelle proclamation de cette idée : l'unité et l'indivisibilité de la patrie pangermanique. A leur grande terreur, ils reçurent cette réponse : « Que nous parlez-vous de la patrie allemande ? Nous sommes des ouvriers exploités, toujours trahis et opprimés par vous ; tous les ouvriers à n'importe quel pays qu'ils appartiennent, prolétaires exploités et opprimés du monde entier, sont nos frères ; tous les bourgeois, oppresseurs, gouverneurs, exploiteurs et tuteurs, sont nos ennemis. Le camp ouvrier international, voilà notre patrie ; le monde international des exploiteurs, voilà pour nous le pays étranger et l'ennemi. »

Comme preuve de la sincérité de leurs paroles, les ouvriers autrichiens envoyèrent immédiatement un télégramme de félicitations « aux frères parisiens, ces pionniers de l'émancipation du prolétariat du monde entier ».

Une semblabe réponse, qui, passant par-dessus toutes les discussions politiques, surgit des profondeurs de l'instinct populaire, fit grand bruit

en Allemagne. Elle effraya tous les bourgeois-démocrates sans en excepter même le vétéran et le meneur de ce parti, le vieux docteur Joh. Jacobi ; et non seulement elle blessa leurs sentiments patriotiques, mais elle blessa aussi la foi gouvernementale de l'école de Lassalle et de celle de Marx. C'est sans doute sur le conseil de ce dernier que Liebknecht — considéré aujourd'hui comme un des chefs du parti « démocrate-socialiste » d'Allemagne, mais qui alors était membre du parti bourgeois-démocrate (feu parti populaire) — se rendit de Leipzig à Vienne pour entamer des pourparlers avec les ouvriers viennois dont le « manque de tactique politique » avait donné lieu à un scandale semblable. Et il faut rendre cette justice à Liebknecht qu'il le fit avec tant de succès que quelques mois après — justement en août 1868 — au congrès des ouvriers allemands tenu à Nuremberg, tous les représentants du prolétariat autrichien signèrent sans aucune protestation un programme étroitement patriotique pour le parti démocrate-socialiste.

Mais ceci n'aboutit qu'à faire ressortir la divergence profonde qui existe entre la tendance politique des chefs, plus ou moins instruits et bourgeois, de ce parti et l'instinct révolutionnaire et propre du prolétariat allemand ou du moins autrichien. Il est vrai qu'en Allemagne et en Autriche, cet instinct populaire, constamment étouffé et détourné de sa voie par la propagande d'un parti plutôt politique que socialiste-révolutionnaire, a fait très peu de progrès depuis 1868 et n'a pu bien pénétrer dans la conscience populaire ; mais, par contre, dans les pays de race latine, Belgique, Espagne, Italie, et surtout en France, cet instinct dégagé de cette corruption systématique s'est développé largement, en pleine liberté, et s'est transformé en conscience révolutionnaire du prolétariat des villes et des fabriques (1).

Comme nous l'avons déjà fait observer plus haut, cette conscience du caractère universel de la révolution sociale et de la solidarité du prolétariat de tous les pays, qui existe si peu chez les ouvriers anglais avait pénétré depuis longtemps au sein du prolétariat français.

Déjà en 1790, il savait qu'en luttant pour la liberté et l'égalité il délivrait l'humanité tout entière.

Ces paroles sublimes : « liberté, égalité, fraternité, pour l'humanité tout entière », employées aujourd'hui comme de simples phrases, étaient alors profondément ressenties, et on les trouve dans toutes les chansons révolutionnaires du temps. Elles ont constitué la base de la nouvelle foi socialiste, et de la passion socialiste-révolutionnaire des ouvriers français, elles sont devenues pour ainsi dire partie intégrante de leur nature, et elles ont fixé, sans qu'ils en aient conscience et volonté, la direction de leurs idées, de leurs tendances et de leurs entreprises. Chaque ouvrier français, quand il fait la révolution est convaincu qu'il ne la fait pas seulement pour lui, mais pour le monde entier, et plus peut-être encore pour le monde entier que pour lui. En vain, les positivistes politiques et les républicains radicaux nuance Gambetta ont cherché et cherchent à arracher le prolétariat français à cette tendance cosmopolite ; en vain ils veulent le convaincre qu'il doit penser à régler ses propres affaires nationales qui sont liées à l'idée patriotique de la puissance, de la gloire et de la prépondérance politique du gouvernement français, à assurer dans ce gouvernement sa propre liberté et son propre bien-être avant de rêver l'émancipation de toute l'humanité ; leurs efforts — en apparence très sages — ont été inutiles, car on ne peut changer sa nature, et ce **rêve** est devenu la nature du prolétariat français, nature qui a chassé de son imagination et de son cœur les derniers vestiges du patriotisme gouvernemental.

Les événements de 1870-71 l'ont parfaitement démontré. Oui, dans toutes les villes de France, le prolétariat réclamait la levée en masse pour marcher contre les Allemands et il n'est pas douteux qu'il aurait réussi à mettre ce projet à exécution s'il n'avait pas été paralysé, d'un côté par la peur lâche et la trahison générale d'une bourgeoisie qui préférait mille fois se soumettre aux Prussiens que de laisser des armes dans les mains des ouvriers, et d'un autre côté par la résistance réactionnaire du « gouvernement de la défense nationale » à Paris et en province, par l'opposition d'un dictateur aussi anti-national que le patriote Gambetta.

Mais en s'armant, dans les limites possibles dans ces conditions, contre les conquérants allemands, les ouvriers français étaient parfaitement convaincus qu'ils allaient combattre autant pour la liberté et les droits allemands que pour leur liberté et leurs droits propres. Ils se souciaient fort peu de la grandeur et de l'honneur du gouvernement français, mais beaucoup de la victoire du prolétariat contre cette force militaire détestable qui, dans les mains de la bourgeoisie est une arme d'asservissement. Ils haïssaient les troupes allemandes, mais comme troupes et non pas parce qu'allemandes. Les armées dont M. Thiers s'est servi contre la Commune de Paris étaient des armées françaises, et ces armées ont commis en quelques jours plus de crimes et de forfaits que les troupes allemandes pendant toute la durée de la guerre. Aujourd'hui toute armée qu'elle soit nationale ou étrangère est hostile au prolétariat, et les ouvriers français le savent ; aussi leur prise d'armes n'était pas une prise d'armes patriotique.

Pas de conciliation possible entre les deux classes

Le soulèvement de la Commune de Paris fait par les ouvriers parisiens, en présence des armées allemandes, contre l'assemblée **populaire** de Versailles et le sauveur de la patrie, M. Thiers, démontre et explique cette unique passion qui met encore aujourd'hui en mouvement le prolétariat français qui n'a maintenant d'autre tâche, d'autre but, d'autre guerre, que la tâche, le but et la guerre des révolutionnaires socialistes.

D'autre part, cela explique ce délire furibond qui s'empara du cœur des gouverneurs et des députés versaillais, ainsi que les crimes inouïs qui ont été commis sous leur direction et avec leur approbation sur les communards vaincus. En fait, au point de vue du patriotisme gouvernemental, les ouvriers parisiens ont commis un crime horrible : en présence des armées allemandes qui entouraient Paris et qui venaient à peine de dévaster le sol de la patrie ; qui avaient réduit en cendres la puissance et la grandeur nationale ; qui avaient frappé droit au cœur l'honneur national ; eux, ces ouvriers parisiens agités

(1) Sans doute les efforts des travailleurs anglais, efforts dirigés vers leur émancipation ou l'amélioration de leur propre sort, tourneront au profit de toute l'humanité, mais les ouvriers anglais ne le savent pas et ne le cherchent pas, les ouvriers français au contraire le savent et le cherchent. Cela fait, d'après nous, une grande différence en faveur des ouvriers français, et c'est là ce qui donne à tous les mouvements révolutionnaires qu'ils font un caractère et une portée absolument universels.

par cette passion étrange du cosmopolitisme socialiste révolutionnaire, proclament la destruction définitive du gouvernement français, la dissolution de l'unité gouvernementale française, de cette France incompatible avec l'autonomie des communes des Francs. Les Allemands avaient seulement diminué les frontières et la force de la patrie politique, eux, ils voulaient la tuer complètement, et comme s'ils voulaient dévoiler ce but perfide ils ont renversé la colonne Vendôme, ce témoin de la gloire française passée !

Au point de vue politico-patriotique, quel crime pouvait être comparé avec un pareil sacrilège ? Et rappelez-vous que le prolétariat français commit ce sacrilège, non pas fortuitement, non pas sous l'influence de quelques démagogues, non dans un de ces moments d'entraînement insensé qu'on rencontre souvent dans l'histoire des peuples, et surtout du peuple français. Cette négation par le fait, du patriotisme gouvernemental, a été l'expression non pas d'une passion passagère, mais d'une passion populaire profonde, parfaitement méditée, transformée déjà en conscience populaire, qui ouvrit tout à coup aux yeux du monde effrayé un abime sans fond prêt à engloutir l'ordre social actuel tout entier, avec toutes ses institutions, son confortable, ses privilèges et sa civilisation tout entière.

Ici ce fait se montre avec une clarté aussi effrayante qu'incontestable, que désormais entre le prolétariat sauvage et affamé, agité par la passion socialiste révolutionnaire, tendant sans cesse à la formation d'un monde nouveau ayant pour bases la vérité humaine, la justice, la liberté, l'égalité, la fraternité (principes tolérés dans le monde convenable comme sujet inoffensif d'exercices réthoriques), et le monde des classes rassasiées, civilisées, privilégiées, défendant avec l'énergie du désespoir l'ordre gouvernemental, juridique, métaphysique, théologique, militaire, policier, cette dernière forteresse qui protège le précieux privilège de l'exploitation économique — qu'entre ces deux mondes, dis-je, entre le peuple travailleur et la société civilisée qui réunit en elle, comme chacun sait, toutes les qualités possibles, toutes les beautés, et toutes les vertus, qu'entre ces deux classes aucune conciliation n'est possible.

La guerre à mort ! Et ce n'est pas en France seulement mais dans toute l'Europe que cette guerre se terminera par la victoire définitive de l'une des parties et la défaite complète de l'autre.

Ou ce sera le monde bourgeois civilisé qui domptera et asservira l'élément populaire révolté : alors il forcera, avec l'aide des baïonnettes, du knout ou du bâton, bénis sans doute par un Dieu quelconque, expliqués raisonnablement par une science quelconque, les masses travailleuses à travailler comme auparavant, et cela amènera le rétablissement complet du gouvernement dans sa forme la plus franche, la seule possible aujourd'hui, c'est-à-dire dans la forme militaire ou césarienne. Ou les masses travailleuses se débarrasseront définitivement du joug insupportable qui pèse sur elles depuis des siècles, et détruiront dans sa racine l'exploitation bourgeoise et la civilisation bourgeoise qui est fondée sur cette exploitation : alors ce sera le triomphe de la révolution sociale, la destruction de tout ce qui a nom gouvernementalisme.

Ainsi, le gouvernement d'un côté et la révolution sociale de l'autre — voici deux pôles dont l'antagonisme fait le point important de la véritable vie publique de l'Europe entière. En France, la chose est encore plus palpable que dans les autres pays.

Le monde gouvernemental, qui comprend toute la bourgeoisie, y compris nécessairement la noblesse qui est devenue bourgeoise, a trouvé son centre, sa dernière défense, et son dernier asile, à Versailles. La révolution sociale qui a essuyé une énorme défaite à Paris, mais qui n'est ni écrasée, ni définitivement vaincue, embrasse aujourd'hui comme avant tout le prolétariat des fabriques et des villes, et commence déjà grâce à une propagande infatigable à pénétrer parmi les habitants des campagnes (c'est au moins le cas dans le Midi de la France où cette propagande est menée sur une grande échelle). Tel est cet antagonisme de deux mondes désormais irréconciliables qui est la deuxième cause en raison de laquelle il est impossible à la France de redevenir un empire de premier rang et de rattraper sa prépondérance.

Les bourgeois cherchent leur salut dans l'assujettissement de leur patrie

Toutes les couches privilégiées de la société française voudraient naturellement rendre à leur patrie une situation brillante et majestueuse. Mais, en même temps elles sont si profondément pénétrées de la passion de cupidité, du désir de s'enrichir coûte que coûte, et d'un égoïsme antipatriotique, que pour dire vrai, elles sont prêtes pour la réalisation de leur but patriotique à faire le sacrifice... du bien-être, de la vie et de la liberté du prolétariat ! Quant à leurs avantages, à leurs privilèges, elles ne renonceront à aucun, et se soumettraient plutôt à porter le joug de l'étranger que de céder leurs propriétés ou de consentir à l'égalisation des biens et des droits.

Tout ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux nous le confirme complètement. Lorsque le gouvernement de M. Thiers annonça officiellement à l'assemblée de Versailles la conclusion du traité définitif avec le cabinet de Berlin, traité d'après lequel les armées allemandes devaient évacuer au mois de septembre les provinces françaises qu'elles occupaient encore, les membres de la majorité versaillaise qui représentait la coalition des classes françaises privilégiées, baissèrent la tête avec tristesse. Les fonds français, ces représentants efficaces des intérêts bourgeois, tombèrent comme après une catastrophe gouvernementale... Il était donc évident que la présence exécrable, forcée, ignominieuse, de l'armée allemande triomphante était pour les patriotes privilégiés français, ces représentants de la vaillance bourgeoise, de la civilisation bourgeoise une consolation, un appui, un salut, et que son éloignement prochain équivalait à une condamnation à mort.

Ainsi le patriotisme étrange de la bourgeoisie française cherche son salut dans l'assujettissement honteux de la patrie ! A ceux qui auraient encore des doutes à ce sujet, je montrerai le premier journal conservateur qui nous tombera sous la main. On sait, jusqu'à quel point, toutes les nuances du parti réactionnaire, bonapartiste, légitimiste, orléaniste sont effrayées et bouleversées par la nomination de M. Barodet comme député de Paris ? Quel est donc ce M. Barodet ? Un homme du grand nombre, un membre du parti gambettiste, conservateur par position, par instinct, par ses tendances, un homme proférant des phrases démocratiques et républicaines qui aujourd'hui, non seulement n'empêchent pas, mais qui de plus aident à l'accomplissement des mesures réactionnaires ; un homme, en un mot, qui n'a rien de commun avec la révolution, et qui, à Lyon, en 1870-71, a été un des plus acharnés défenseurs de l'ordre bourgeois. Aujourd'hui, Ba-

rodet comme bien d'autres patriotes français trouve très avantageux de lutter sous le drapeau de M. Gambetta, drapeau qui, on le sait, est loin d'être révolutionnaire. Il a été élu par Paris dans le but de contrarier le président de la République, M. Thiers, et l'assemblée pseudo-populaire et monarchique qui siège à Versailles. La nomination de ce personnage insignifiant a suffi pour bouleverser tout le parti conservateur ! Et savez-vous quel est l'argument qu'ils mettent en avant ? **Les Allemands !**

Ouvrez le premier journal venu, et vous verrez comme ils menacent le prolétariat français du légitime courroux du prince de Bismarck et de son empereur ! — Quel patriotisme ! Tout bonnement, ils appellent les Allemands à leur aide contre la révolution sociale française qui les menace. Dans leur stupide crainte ils ont pris l'innocent Barodet pour un socialiste révolutionnaire.

Cet état d'esprit de la bourgeoisie française donne peu d'espoir pour le rétablissement — par le patriotisme des classes privilégiées — de la puissance et de la prépondérance gouvernementales de la France.

Le patriotisme du prolétariat français donne lui aussi peu d'espoir. Les frontières de sa patrie se sont tellement élargies qu'elles embrassent aujourd'hui le prolétariat du monde entier ; fait absolument contraire au sentiment de la bourgeoisie du monde, y compris par conséquent la française ; les déclarations de la Commune de Paris sont sur ce point décisives. Les sympathies que montrent les ouvriers français, surtout dans le Mili de la France pour la révolution espagnole (2), cette tendance qu'ils ont nettement formulée de s'unir fraternellement au prolétariat espagnol, de former même avec lui — malgré toutes les différences gouvernementales et nationales et contre elles — une fédération populaire basée sur le travail émancipé et la propriété collective, toutes ces tendances et toutes ces sympathies montrent que pour le prolétariat français proprement dit comme pour les classes privilégiées les temps du patriotisme gouvernemental sont passés.

⁂

Avec cette absence de patriotisme qui domine toutes les couches de la société française ; avec cette guerre ouverte et désormais irréconciliable qui existe entre ces classes ; comment y aurait-il moyen de rétablir un Etat puissant ? Tout le talent gouvernemental de l'ancien président de la République s'est prodigué en vain et tous les énormes sacrifices pratiqués sur l'autel de la patrie politique, comme par exemple le massacre horrible de plusieurs dizaines de milliers de communards parisiens, tués avec leurs femmes et leurs enfants, la déportation tout aussi inhumaine d'autres dizaines de mille à la Nouvelle-Calédonie, tous ces sacrifices faits par Thiers deviennent — on le reconnaitra — absolument inutiles.

En vain M. Thiers cherche à rétablir le crédit, la paix intérieure, l'ordre ancien et la force militaire de la France. L'édifice gouvernemental ébranlé tant de fois, et encore aujourd'hui ébranlé de nouveau dans sa base par l'antagonisme qui existe entre le prolétariat et la bourgeoisie, cet édifice craque, se lézarde et à tout moment menace de s'écrouler. Et comment alors un Etat aussi vieux, et atteint d'une maladie aussi incurable, pourrait-il lutter contre l'Etat allemand qui est jeune et qui, jusqu'à ce moment, est très sain ?

Je le répète, désormais le rôle de la France comme puissance prépondérante est terminé. Le temps de sa puissance politique est passé d'une façon aussi irrévocable que le temps de son classicisme littéraire, monarchique et républicain. Chez elle, toutes les anciennes bases de l'Etat sont pourries, et c'est en vain que M. Thiers s'efforce de reconstruire sur ces bases sa république conservatrice, c'est-à-dire l'ancien gouvernement monarchique sous une étiquette pseudo-républicaine et rajeunie. C'est vainement aussi que M. Gambetta, le chef du parti républicain actuel, héritier prévu de M. Thiers, promet de construire un nouveau gouvernement, un gouvernement soi-disant franchement républicain et démocratique, sur des bases pour ainsi dire nouvelles, puisque ces bases n'existent pas et ne peuvent pas exister.

Un Etat sérieux et puissant ne peut avoir aujourd'hui qu'une base solide — la centralisation militaire et bureaucratique. Entre la monarchie et la république la plus démocratique il existe une seule différence essentielle : dans la première, une bureaucratie de fonctionnaires opprime et pille le peuple au suprême profit des classes possédantes et privilégiées, ainsi qu'au profit de ses propres poches, et cela se fait au nom du monarque ; en république, elle opprimera et pillera le peuple dans la même mesure et au profit des mêmes poches et des mêmes classes, mais la chose se fera au nom de la volonté populaire. En république, le soi-disant peuple, le **peuple légal,** que le gouvernement est supposé représenter, opprime et opprimera le peuple vivant, le peuple réel ; et le peuple ne se sentira pas mieux parce que la canne avec laquelle on le fouaille s'appellera « canne du peuple ».

La question sociale, la passion de la révolution populaire a embrasé le prolétariat français. Il faut satisfaire cette passion, l'apaiser ou la dompter. Mais on peut la satisfaire seulement le jour de l'écroulement de toute violence gouvernementale, ce dernier rempart préposé à la défense des intérêts bourgeois. Ainsi aucun gouvernement, si démocratiques que soient ses formes, même la république **politique** la plus rouge, populaire seulement dans le sens de ce mensonge connu sous le nom de représentation du peuple, ne peut donner au peuple ce qu'il lui faut : une libre organisation de ses intérêts faite de bas en haut, sans aucune intervention, sans aucune tutelle, sans aucune violence d'en haut ; tout gouvernement, en effet, même le plus républicain, le plus démocratique, même le gouvernement pseudo-populaire imaginé par M. Marx ne présente en soi essentiellement rien autre chose qu'une gérance des masses par en haut, une gérance par une minorité intelligente (nous entendons par ce mot la minorité de ceux qui ont pu recevoir une bonne éducation), par conséquent par une minorité de privilégiés qu'on suppose plus capable de connaitre les intérêts du peuple que le peuple lui-même.

La tentative gambettiste

Ainsi les classes possédantes et dirigeantes ne peuvent donner satisfaction à la passion et aux exigences populaires, il leur reste donc un seul moyen, la **violence gouvernementale ;** en un mot le **gouvernement,** puisque le gouvernement c'est la violence, la domination par la force, masquée, si possible, mais franche et sans gêne dans les cas extrêmes. Or M. Gambetta est, aussi bien que M. Thiers lui-même, représentant des intérêts bourgeois ; comme lui, il veut un gouvernement fort et une domination sans réserve de la classe moyenne ; seulement, il joindrait peut-être

(2) La révolution républicaine de 1873. (N.D.L.R.)

à cette classe tous ces ouvriers devenus petits bourgeois, qui ne forment qu'une fraction insignifiante dans la masse du prolétariat français. Toute la différence entre M. Gambetta et M. Thiers consiste donc en ce que ce dernier, imbu des préjugés et des préventions de son temps, cherche l'appui et le salut seulement dans la bourgeoisie riche, et regarde avec méfiance les 10 ou 100.000 nouveaux prétendants à la gérance, qui émergent de la toute petite bourgeoisie et de cette partie de la classe ouvrière qui tend à devenir bourgeoise, tandis que M. Gambetta, repoussé par les hautes classes qui ont jusqu'aujourd'hui gouverné exclusivement en France, cherche à fonder son pouvoir politique et sa dictature démocratico-républicaine en s'appuyant justement sur cette majorité énorme et purement bourgeoise restée jusqu'à ce jour en dehors de tous les profits et de tous les honneurs de la gérance gouvernementale.

M. Gambetta est convaincu, et nous croyons que c'est avec raison, que, dès qu'à l'aide de cette majorité il se sera emparé du pouvoir, les plus riches classes, banquiers, grands propriétaires, commerçants, industriels, en un mot tous les spéculateurs de quelque importance, enrichis par le travail du peuple plus que les autres, s'adresseront à lui ; qu'ils l'accepteront, rechercheront son alliance et son amitié, ce qu'il ne leur refusera pas, car il sait fort bien, en véritable homme d'Etat qu'il est, qu'aucun gouvernement, et surtout aucun gouvernement fort, ne saurait exister sans cette amitié et cette alliance.

On doit conclure que le gouvernement de M. Gambetta sera aussi oppresseur et aussi ruineux pour le peuple que ceux qui l'ont précédé, qui étaient plus francs, mais pas plus violents. De plus, comme ce gouvernement sera revêtu de formes plus largement démocratiques, il garantira plus fortement et plus sûrement à la minorité riche et cupide une exploitation plus large et plus tranquille du travail populaire.

En homme d'Etat d'école récente, M. Gambetta ne craint pas la mise en jeu des plus larges formes démocratiques, ni le droit du suffrage universel. Mieux que tout autre il sait combien ces formes apportent peu de garanties au peuple et, au contraire, combien plus aux personnes et aux classes qui exploitent ce peuple. Il sait que jamais le despotisme gouvernemental n'est aussi fort et aussi horrible que lorsqu'il s'appuie sur la prétendue représentation de la soi-disant volonté populaire.

Aussi, si le prolétariat français pouvait se laisser prendre aux promesses de cet avocat ambitieux ; si M. Gambetta avait réussi à coucher ce prolétariat sur le lit de Procuste de sa république démocratique ; alors il aurait réussi, sans nul doute, à rétablir le gouvernement français dans toute sa grandeur et sa prépondérance antérieure.

Mais le fait est que dans cette tentative il ne peut pas réussir.

Aujourd'hui, il n'y a au monde aucune force, aucun moyen politique ou religieux quelconque, qui puisse étouffer dans le prolétariat de tous les pays, et surtout dans le prolétariat français, cette tendance à l'émancipation économique et à l'égalité sociale. Que M. Gambetta fasse tout ce qui lui plaît, qu'il menace des baïonnettes, qu'il flatte avec sa parole, jamais il ne pourra se rendre maître de cette force d'Hercule qui agit aujourd'hui dans cette direction ; jamais il ne parviendra, comme la chose était dans le passé, à atteler les masses ouvrières au char brillant du gouvernement. Jamais il ne pourra combler avec les fleurs de son éloquence l'abîme qui sépare irrévocablement la bourgeoisie du prolétariat, ni mettre fin à la lutte désespérée qui est engagée entre ces deux classes. Cette lutte exigera l'application à l'intérieur de toutes les ressources et de toutes les forces gouvernementales, de sorte que le gouvernement français n'aura ni les moyens ni la force nécessaires pour conserver sa prépondérance extérieure parmi les puissances européennes. Comment ce gouvernement français pourra-t-il rivaliser avec l'empire de Bismarck ?

Les patriotes gouvernementaux français ont beau se flatter et ils ont beau dire, la France, **en tant que gouvernement,** est condamnée à occuper une place modeste et excessivement secondaire ; en outre, elle devra se soumettre à la direction suprême et à la tutelle amicale de l'empire allemand, de même que, jusqu'en 1870, le gouvernement italien se soumettait à la politique de l'empire français.

Nous admettons que la situation est assez profitable pour les spéculateurs français, qui trouvent dans le débouché universel une consolation suffisante ; mais c'est une situation peu enviable, si on se place au point de vue de l'ambition nationale dont sont si imbus les patriotes gouvernementaux français. Jusqu'en 1870, on a pu croire cette ambition assez forte pour lancer les défenseurs les plus étroits et les plus opiniâtres des privilèges bourgeois dans la révolution sociale, afin de sauver la France de cet opprobre : être vaincue et conquise par les Allemands. Mais depuis 1870, personne ne leur demande plus rien. Tout le monde sait qu'ils accepteront plutôt toutes les infamies, même la soumission au patronage allemand, plutôt que de renoncer à leur propre domination sur le prolétariat.

N'est-il pas clair que jamais l'Etat français ne se rétablira dans son ancienne puissance ? Mais cela veut-il dire que le rôle universel, le rôle d'avant-garde de la France soit fini ? Aucunement ; cela signifie seulement que la France ayant perdu sa puissance comme gouvernement doit chercher sa grandeur nouvelle dans la révolution sociale.

Michel BAKOUNINE.

Pas de renaissance du militarisme allemand...

disent les post-staliniens français et leurs alliés

L'Allemagne de l'Est possède 92.000 policiers populaires, 80.000 à 85.000 soldats ; des forces navales de 6.000 hommes ; des forces aériennes de 7.500 hommes **qui s'entrainent sur des avions soviétiques ;** plusieurs divisions militaires équipées de **1.300 chars d'assaut et de canons autopropulsés** et **1.300 pièces d'artillerie de campagne, antichars et antiaériennes.**

En Allemagne occidentale **1 policier pour 450 habitants.**

En Allemagne orientale **1 policier pour 100 habitants.**

Les forces de police en Allemagne orientale sont de véritables forces militaires.

La police maritime de l'Allemagne de l'Est créée en 1950 possède déjà trente dragueurs de mines, patrouilleurs et navires auxiliaires.

(d'après le **Livre blanc britannique**)

Combien d'anciens nazis dans les cadres de cette armée populaire... et pacifiste ?

Notes d'Economie et de Politique

POLITIQUE

LA FRANCE, CAUSE DU MILITARISME ALLEMAND

Il est de mode, même chez les bourgeois les plus militaristes, de vitupérer le « militarisme allemand ». Personne, certes, plus que moi, ne l'abhorre. Le seul souvenir de la vue des officiers allemands que l'on croisait dans les rues des villes allemandes au temps de Guillaume II me remplit de haine et de dégoût.

Mais vitupérer ne sert à rien ; il faut d'abord comprendre. On ne supprime point un mal en l'accablant d'injures, mais en en supprimant la cause.

Il faut donc d'abord savoir pourquoi il y a eu un militarisme allemand, ou, plus précisément, un militarisme prussien. A quel besoin il a correspondu et pourquoi ce besoin n'a pu être satisfait que grâce à lui.

Lorsqu'au milieu du XVII[e] siècle, après cette effroyable guerre de religion que fut la guerre de Trente ans, la France imposa à une Allemagne ruinée et dépeuplée les criminels traités de Westphalie (que Maurras, incarnation de notre « idiotie nationale », considérait comme le plus haut acte de sagesse politique que présente l'histoire de France !), elle inaugurait une politique qu'elle a suivie depuis avec une inlassable persévérance et dont la conséquence ne pouvait être que la création et le développement du militarisme outre-Rhin.

En plein XVII[e] siècle, en effet, alors que toute féodalité avait depuis longtemps disparu des pays de l'Ouest européen et que s'étaient établis sur ses ruines de grands Etats nationaux, Mazarin entendait maintenir l'Allemagne dans le même état qu'au moyen âge en la condamnant à rester divisée en une multitude de principautés sous l'autorité nominale d'un empereur de pacotille.

C'était un défi à l'histoire, un défi à l'avenir. Le développement de la civilisation imposait à l'Europe centrale, et devait lui imposer d'une façon de plus en plus pressante, d'abandonner des formes d'organisation politique qui avaient disparu depuis des siècles de l'Europe occidentale et de se constituer en Etats « nationaux » fondés sur la communauté de langues et de traditions.

Or, puisque la France prétendait lui interdire par la force cette évolution, l'Allemagne ne pouvait la réaliser qu'en opposant à la force de la France une force plus grande ; cette force fut : le « militarisme prussien ».

Au lendemain même des traités de Westphalie, la Prusse commençait à émerger et devenait, dès le siècle suivant, une puissance militaire de premier ordre, dont la raison d'être était d'unifier l'Allemagne, grâce à son armée.

L'armée prussienne fut donc, dès le début, et elle le restera jusqu'à la chute de Hitler, l'outil grâce auquel la multiplicité innombrable d'Etats en lesquels la France avait voulu morceler l'Allemagne seront peu à peu rassemblés en un Etat unique. Cette armée servira, pour une part, à briser les particularismes locaux, mais surtout à s'opposer aux interventions étrangères, et celles-ci se réduiront, à partir de la fin du XVIII[e] siècle, à celles de la France.

C'est parce que la Confédération du Rhin, créée par Napoléon, consacrait le morcellement de l'Allemagne, que le militarisme prussien, qui venait d'être écrasé (beaucoup plus par le rayonnement de la Révolution française que par le désastre de Iéna) put prendre sa double revanche de Leipzig et de Waterloo.

C'est pour lever les obstacles mis par Napoléon III à l'unification de l'Allemagne que les Prussiens de Guillaume I firent la guerre de 70 et la gagnèrent.

Et c'est, enfin, contre le veto mis à deux reprises par la France à l'union de l'Allemagne et de l'Autriche, dernier pays allemand resté en dehors de l'Allemagne (1), que le militarisme renaquit à nouveau de ses cendres, avec Hitler.

Si la France avait laissé le peuple allemand évoluer librement vers la constitution de son Etat national, si sa politique constante n'avait été de maintenir le plus possible des traités de Westphalie, il n'y aurait point eu de militarisme prussien ; l'Allemagne n'aurait pas eu besoin de plus de militarisme que la France ou l'Angleterre.

Or, de cette leçon, qui est cependant l'évidence même, les Français n'ont rien retenu. Ils continuent encore aujourd'hui, sous une nouvelle forme, à pratiquer la même politque, la politique qui les a conduits trois fois à la défaite. Ils veulent maintenir l'Allemagne dans une position inférieure, à l'état de puissance de second ordre, privée, par la volonté de ses voisins, de droits essentiels dont lesdits voisins ne se privent pas, eux, de jouir à plein. Hier, on interdisait à l'Allemagne de s'unifier ; aujourd'hui, on prétend l'empêcher de s'armer.

Les choses ne se présentent plus tout à fait pourtant comme elles se sont présentées depuis les traités de Westphalie jusqu'à Hitler, car il ne s'agit plus aujourd'hui pour l'Allemagne (malgré toute l'emphase que l'on met sur ce point) de refaire ou de parfaire son unité.

Le stade des Etats nationaux est, en effet, dépassé. Indépendamment d'autres facteurs, la bombe atomique les a définitivement condamnés. Avec les nouveaux engins militaires, il est impossible pour le monde de continuer à vivre sans une unification politique totale. Aussi sûrement que la poudre à canon a détruit le château féodal, la bombe à hydrogène détruira les Etats nationaux, et la création de l'Etat mondial qui les remplacera sera l'œuvre de ceux dont les ressources sont suffisantes pour avoir un armement atomique, tout comme la création des Etats nationaux fut l'œuvre de ceux dont les ressources étaient suffisantes pour entretenir une artillerie.

Or ceux-là auxquels leurs ressources permettent de disposer d'un armement atomique sont

(1) Le premier veto français s'appliqua à l'union politique de l'Autriche avec l'Allemagne qui avait été proclamée au lendemain des révolutions de novembre 18 par le gouvernement socialiste autrichien ; le second veto fut porté contre la simple union douanière de l'Autriche et de l'Allemagne, décidée d'un commun accord par le gouvernement autrichien et par le dernier gouvernement allemand de la république de Weimar.

au moins au nombre de deux, pour le moment ; une partie est donc appelée à se jouer pour décider de celui des deux qui fera l'unification.

Eh bien ! comment peut-on supposer que, dans cette partie si importante, de l'issue de laquelle dépendront les formes de civilisation du proche avenir, le peuple allemand puisse rester passif ? Comment peut-on croire qu'il pourrait, avec toute la vitalité et le dynamisme dont il est pourvu, demeurer à l'écart de cette partie décisive ? Le faire serait, pour lui, s'abandonner au fil de l'eau, tel un chien crevé ou un « observateur ». Ce serait refuser de chercher à imprimer sa marque sur ce qui sera la société de demain. Ce serait s'en remettre complètement à autrui du soin de régler son propre destin. Il n'est point vraisemblable que les Allemands acceptent une telle démission. Ils prendront parti.

Parti d'un côté ou de l'autre, mais ils prendront parti.

Or ils ne pourront évidemment prendre parti que pour ceux qui leur auront permis de prendre parti. Sans armes ils ne pourraient pas plus se battre demain qu'ils n'ont pu se battre, en juin dernier, à Berlin. Mais ils auront des armes.

Car, que l'Occident leur en fournisse ou non, la Russie, en tout cas, elle, leur en donnera. Déjà 400.000 jeunes gens de l'Allemagne de l'Est sont astreints à la préparation militaire, et les usines de l'Allemagne de l'Est sont en mesure de fournir fusils, mitrailleuses et blindés à une armée d'un million d'hommes, dit-on (2).

Si, des deux côtés, on fournit des armes aux Allemands, on peut discuter sur la question de savoir de quel côté ceux-ci se porteront, ou plutôt, s'ils se diviseront ou non, entre les deux côtés ; mais, s'ils ne reçoivent des armes que d'un seul côté, alors, pas d'hésitation possible : ils se porteront tous de ce côté, du côté où on leur permettra d'être des hommes et d'agir.

En voulant, trois siècles durant, empêcher l'Allemagne d'être un Etat, la France a créé le militarisme prussien, élargi par la suite en militarisme allemand. En voulant aujourd'hui interdire à l'Allemagne d'être un Etat souverain, la France ajoutera au poids du militarisme russe celui du militarisme allemand, créant ainsi le plus lourd militarisme de l'histoire.

AU VIET NAM, QUI TIRERA LES FICELLES ? PARIS OU WASHINGTON ?

Le conflit est actuellement à l'état ouvert à Saigon. Conflit qui n'est pas entre les diverses marionnettes qui constituent l' « Etat » de Bao Daï, mais entre la France et les Etats-Unis, afin de savoir qui tirera les ficelles des marionnettes.

Les Etats-Unis remportèrent une première manche lorsque, profitant du désarroi qui suivit la chute de Dien-Bien-Phu, ils imposèrent comme « premier ministre » le catholique Diem, leur homme ; celui-ci avait passé chez eux presque tout le temps de la guerre et ne fut réexpédié en Indochine que pour prendre le poste de premier ministre.

Or les Français viennent d'essayer de prendre leur revanche en tentant de faire balancer Diem par l'armée, car, si le premier ministre Diem est l'homme des Américains, le chef d'état-major général, Van Hinh, est l'homme de la France.

(2) Lire dans **La nouvelle armée allemande est là**, d'Alexis Dormont, la liste impressionnante des usines de guerre de l'Allemagne de l'Est et de leurs fabrications.

Rappelons brièvement la suite des événements.

Diem ayant voulu envoyer en France « en mission » Van Hinh, ce dernier refusa, se barricada dans son quartier général et se fit plus ou moins plébisciter par le corps des officiers, ce qui obligea Diem à annuler son ordre de « mission » et à démissionner son secrétaire à la Guerre transformé en bouc émissaire.

Mais Van Hinh poussait dès le lendemain ses avantages : dix ministres du cabinet Diem démissionnaient, dont le nouveau ministre de la Guerre, cependant que les trois grandes sectes politico-religieuses, qui ont chacune leur propre armée, les Caodaïstes, les Hoa Hao et les Bing Xuyen se déclaraient à leur tour contre Diem et que le chef de la dernière de ces sectes invitait Bao Daï à nommer un nouveau premier ministre.

Abandonné même de Bao Daï qui déclara ne point se refuser à examiner la question du remplacement de son ministre, abandonné même de ses frères catholiques du Tonkin qui réclamèrent en une manifestation tumultueuse d'être rapatriés dans le Viet Nam du Nord, Diem paraissait perdu. Son départ semblait n'être plus qu'une question d'heures. La France allait donc ainsi avoir partie gagnée.

Mais... Diem ne partit pas ! Il n'avait plus aucun Vietnamien pour le soutenir, mais... il gardait l'appui de l'Amérique. Et cela était plus que suffisant !

L'ambassadeur de Washington à Saigon alla voir Van Hinh et le prévint sans ambages que s'il renversait Diem, l'Amérique cesserait d'envoyer des dollars pour payer ses troupes, cependant que des émissaires américains allaient prévenir de la même chose les chefs des sectes et de leurs armées.

L'effet fut instantané. La « diplomatie du dollar » avait, une fois de plus, fait merveille !

Si Van Hinh se refusa tout de même à faire un appel à l'armée en faveur de Diem, comme le lui demandait l'ambassadeur américain, il n'en cessa pas moins de demander le remplacement du premier ministre ; quant aux chefs des Caodaïstes et des Hoa Hao ils se rallièrent aussitôt au protégé de Washington en acceptant d'entrer dans son ministère et en faisant venir quelques-unes de leurs troupes à Saigon pour le protéger contre un éventuel coup de force de l'armée régulière.

La France était donc, à nouveau, vaincue. Une nouvelle fois elle apprenait à ses dépens que lorsque l'on vit aux crochets de quelqu'un, il faut se soumettre à ses volontés et non lui imposer les siennes.

Les choses en sont là au moment où j'écris. Il semble probable que tout se finira par un compromis qui sauvera au moins la face de la France.

LA SEULE MARIONNETTE FINANCIEREMENT INDEPENDANTE

Cependant, dans ce « remaniement ministériel » du gouvernement Diem — qui ne sera sans doute pas le dernier — quelqu'un resta en carafe, ce fut la secte des Bing Xuyen, et son général qui joua, durant toute la crise, le rôle d'agent principal de Bao Daï.

Cela fut dû sans doute à ce que seuls les représentants de cette secte sont financièrement autonomes, ce qui leur permet d'être moins effrayés que les autres par la suppression des dollars.

Les Bing Xuyen ne sont, en effet, qu'une association de « malfaiteurs », quelque chose comme la caste des Thugs aux Indes, car, en ces pays d'Extrême-Orient, toute sorte d'association prend une forme religieuse, même celle des bandits.

Donc, les Bing Xuyen, qui sont, presque tous, personnellement, d'anciens « malfaiteurs » proprement dits, ont pris, grâce à leur association, le contrôle de la police de Saigon et de Cholon, et ce contrôle leur permet d'obtenir des ressources considérables provenant de tous les tenanciers de bordels et surtout de maisons de jeu qui pullulent dans les deux villes, principalement à Cholon, qui achètent, au prix fort, la protection de la police. C'est un immense « racket », comme disent les Américains, qui rançonne, au nom du plus pur patriotisme et de la lutte contre le « communisme », tout le monde interlope, et sans doute même aussi les « honnêtes commerçants », de la grande capitale bicéphale de la Cochinchine.

Les Bing Xuyen sont donc les seuls à pouvoir se rire de la menace américaine. Les armées eurent à s'incliner ; mais la police, non ! Le gangstérisme a du bon.

Il a du bon, au moins pour la France, puisque, de ce fait, les Bing Xuyen sont à peu près maintenant ses seuls soutiens — j'allais écrire : ses seuls souteneurs.

Tel est le joli monde qui compose le régime actuel du Sud-Viet Nam.

C'est un régime pourri.

Tout comme celui de Chiang Kaï-shek.

Le Département d'Etat a une prédilection pour les régimes pourris. Ils représentent, pour lui, le dernier rempart contre le « communisme » ! Il les gonfle de dollars, de victuailles et d'armes, et le jour où leur peau de crevés en éclate, il se demande comment ça a bien pu arriver. Il en accuse tout le monde, sauf sa propre erreur, son erreur congénitale : la croyance en la souveraine puissance de l'argent !

Dulles-Eisenhower s'accrochent en Asie à des régimes pourris, cependant qu'en Amérique ils détruisent par la violence toutes les forces saines et de progrès, comme ce fut le cas au Guatemala.

Ce faisant, ils conduisent leur pays à sa perte... et nous avec.

POLITIQUE ET TECHNIQUE

L'HEURE H DEPEND DE L'ETAT DES ARMEMENTS

Une question se pose.

Si les chauvins français ne parviennent pas, ce qui est probable, à empêcher le réarmement allemand, la Russie déclenchera-t-elle la guerre afin que celui-ci ne devienne pas effectif ?

Je ne le pense pas ; ou, plutôt, je pense que le réarmement allemand n'est pas en soi un facteur qui puisse amener la Russie à se lancer dans la bataille, car aujourd'hui le déclenchement d'une guerre ne dépend que d'une seule chose : l'état des armements.

Lorsque la technique de l'armement est stagnante ou ne se développe que lentement et progressivement, les adversaires potentiels sont toujours à peu près à un même niveau d'armement, et donc toujours « prêts » à faire la guerre. Aussi, il suffit alors de peu de chose, d'un quelconque « incident de frontière » ou d'une « insulte » à un ambassadeur, pour que la guerre éclate. Et, le réarmement de l'Allemagne serait, certes, aussi, alors, un *casus belli* plus que suffisant.

Mais il n'en est pas de même aujourd'hui. Tous les événements des dix dernières années le prouvent. Les Russes ont pu bloquer les troupes alliées dans Berlin, ils ont pu kidnapper en territoire contrôlé par les Occidentaux autant de protégés alliés qu'ils ont voulu, ils ont pu abattre je ne sais combien d'avions américains et autres, coupables de s'être trop approchés de leurs côtes, cependant que l'Amérique, de son côté, a pu, tout récemment, faire abattre de parti pris deux avions de chasse chinois, sans que rien de tout cela n'ait amené la guerre. Les deux parties se sont contentées dans chaque cas d'envoyer des « protestations diplomatiques », auxquelles il a été chaque fois répondu par une fin de non-recevoir, puis, finalement, les uns et les autres ont encaissé purement et simplement, sans riposter. Les Etats ont cessé d'être chatouilleux sur le « point d'honneur » ; on ne lave plus « dans le sang » les taches faites au « drapeau ».

La raison en est que dans une période comme la nôtre où l'arme fondamentale, celle de l'atome, est en pleine révolution technique, il est très difficile que les deux adversaires soient prêts, tous deux, en même temps. Celui qui vient de réaliser quelque chose de nouveau dans l'armement dispose d'une telle supériorité que l'autre ne peut que se tenir coi jusqu'au moment où il aura, lui aussi, acquis cette nouveauté, ou mieux, une nouveauté supérieure.

Lorsque, en 1947, je plaçais aux alentours de 1952 la date probable d'un conflit armé entre la Russie et l'Amérique, la cause profonde de mon erreur résidait en ce que, encore abasourdi par le fracas d'Hiroshima et de Nagasaki, je pensais, comme sans doute à peu près tout le monde, qu'avec les bombes à uranium ou à plutonium transportées par « forteresses volantes » on avait atteint un summum. La nouvelle arme dépassait tellement les précédentes qu'il semblait qu'on était parvenu à un point qui ne pouvait être dépassé.

Dès lors, il était légitime de conclure que lorsque les Russes disposeraient à leur tour de cette arme, lorsqu'ils auraient maîtrisé la désintégration de l'uranium et construit des forteresses volantes, ce qui pouvait vraisemblablement demander encore une demi-décade, les deux adversaires seraient de force techniquement équivalente, condition nécessaire pour que chacun d'eux puisse se risquer à la guerre.

Mais, ainsi que les événements subséquents l'ont montré, les bombes à uranium et à plutonium ainsi que les forteresses ou superforteresses volantes n'étaient point une fin, mais un commencement.

Après la bombe atomique proprement dite, naquit la bombe à hydrogène, cent fois plus puissante ; après la forteresse volante mue par moteurs alternatifs et hélices, vint le moteur à réaction, qui équipa d'abord des avions de chasse suffisamment rapides pour empêcher les bombardiers à hélice d'atteindre leurs objectifs, puis que l'on mit sur des bombardiers qui, de ce fait, furent en mesure d'échapper aux avions de chasse munis de moteurs à réaction.

C'est à peu près ici que nous en sommes pour le moment. Etats-Unis et Russie possèdent la bombe à hydrogène. Etats-Unis et Russie possèdent des bombardiers à réaction. Les Etats-Unis possèdent une quantité importante de bombardiers à moyen rayon d'action qui, en partant des bases d'Europe ou d'Afrique du Nord, peuvent déverser la bombe à hydrogène sur une grande

partie, sinon sur la totalité de l'empire russe, et ils possèdent aussi, en quantités également importantes, des bombardiers à grand rayon d'action qui peuvent faire la même chose en partant d'Amérique même.

Par contre, la Russie ne possède encore, semble-t-il, que quelques exemplaires de bombardiers à moyen et grand rayon d'action capables des mêmes performances (3). Il s'ensuit que l'équilibre des forces ne sera établi que le jour où la Russie aura fabriqué de ces bombardiers à réaction en grande quantité.

A moins qu'une nouvelle invention ne vienne auparavant rendre bombardiers ainsi que toute défense aérienne périmés, ce qui serait si l'on parvenait à mettre au point des projectiles intercontinentaux arrivant avec une précision suffisante sur les objectifs, à une vitesse comparable ou supérieure à celle des obus, projectiles qui, bien entendu, seraient chargés de bombes à hydrogène.

Dans ce dernier domaine, les essais sont, paraît-il, activement poussés de part et d'autre, et les Russes semblent être en avance sur les Américains du fait que ce sont eux qui ont occupé en 45 le centre allemand de recherches sur les V2, ce qui leur a procuré des documents et un personnel d'une valeur inestimable.

Signalons, enfin, que même si les recherches sur les projectiles intercontinentaux n'aboutissaient pas, le nouvel avion anglais — sans ailes, sans train d'atterrissage, s'élevant et touchant terre verticalement, ne rencontrant qu'une très faible résistance de l'air — est susceptible de révolutionner à nouveau la technique du port de l'hydrogène à domicile.

C'est cet état de fermentation révolutionnaire dans lequel se trouve depuis dix ans la technique de l'arme fondamentale qui fait que nous sommes encore en paix. Ce n'est que lorsque sera réalisée cette condition que nous donnions il y a quelque vingt-cinq ans comme indispensable pour qu'une guerre éclate : l'équivalence de force entre les deux adversaires — que la guerre pourra être, et cette condition ne sera sans doute réalisée que lorsque le progrès technique dans l'art de la désagrégation de l'atome et de son transport aura fini de procéder par bonds, caractéristique de toute technique à ses débuts, et ne se fera plus que par de lents perfectionnements de détail, caractéristique des techniques mûres.

Cependant, dira-t-on, il y a aussi les guerres « préventives ». Pourquoi l'Amérique ne chercherait-elle point à profiter de la supériorité qu'elle semble encore avoir en fait d'armement atomique pour en finir avec la Russie, avant que celle-ci ne l'ait rattrapée ou dépassée ?

C'est une chose qu'il m'est arrivé de croire, et il est bien certain, en effet, que l'Amérique cherche actuellement toutes les occasions possibles pour que se déclenche dès maintenant la bagarre. Mais ce qui est non moins apparent, c'est qu'elle n'y parvient point.

Une guerre préventive est une chose très difficile à faire, et il se peut bien que même en fouillant l'histoire, on ne trouve peut-être pas une seule guerre de ce genre. La difficulté provient de ce que celui des adversaires qui se sent inférieur, qui se voit battu d'avance, se refuse au jeu ; il se dérobe continuellement, et rien n'est plus difficile que d'atteindre un ennemi qui se dérobe.

Les Russes sont d'ailleurs passés maîtres dans l'art de la dérobade. Ils poussent jusqu'à l'extrême limite, ils s'avancent jusqu'au point où un pas de plus entraînerait la guerre, mais ce pas, ils ne le font pas ! Ils ont arrêté la guerre de Corée le jour où Nehru leur a fait dire que si elle continuait les Américains porteraient la guerre sur le territoire chinois ; précédemment, ils avaient abandonné l'Azerbaidjan et toutes les concessions de pétrole qu'ils s'étaient fait octroyer dans le nord de l'Iran, sur un quasi-ultimatum américain ; et si, hier, ils ont lâché à Genève, c'est par crainte d'une intervention armée américaine.

Voilà donc pourquoi le réarmement allemand ne me paraît pas devoir entraîner la guerre. Pas plus sans doute que ne l'aurait entraînée, et pour les mêmes raisons, l'entrée des tanks américains à Berlin-Est en juin dernier.

La fabrication en série des bombardiers à réaction russes ou la mise au point par les Russes et les Américains de projectiles intercontinentaux, voilà, au contraire, des facteurs susceptibles d'être déterminants.

Et sur ceux-là, ni nous, ni les « diplomates » ne peuvent rien.

(3) En revanche, ces avions sont munis de moteurs à réaction d'une puissance double de celle des moteurs qui équipent les avions de bombardement américains et qui sont pourtant les plus puissants que l'industrie américaine ait jusqu'ici fabriqués. Il s'ensuit que les bombardiers russes à moyen rayon d'action n'ont que deux moteurs au lieu de quatre chez les bombardiers américains, et les bombardiers à long rayon d'action quatre moteurs au lieu de huit.

POLITIQUE ET ÉCONOMIE

DES ALLOCATIONS FAMILIALES DEGRESSIVES

En Yougoslavie il existe, comme en France, des allocations familiales, mais, à la différence de ce qui se passe en France, ce sont des allocations rationnelles, en ce sens qu'elles sont proportionnées aux frais qu'occasionnent les enfants, car elles diminuent au fur et à mesure que croît le nombre des enfants, au lieu d'augmenter comme en France.

C'est ainsi que dans une usine textile de Belgrade, l'allocation mensuelle pour le premier enfant est de 3.000 dinars, celle pour le second de 2.750 dinars, et, à partir du troisième, elle est pour chacun d'eux, de 2.500 dinars.

Ainsi, l'allocation familiale est seulement ce qu'elle doit être : une aide à l'entretien de la famille, et non un encouragement au lapinisme, comme dans notre pays perdu de catholicisme et de « patriotisme ».

L'EXTERMINATION D'UN PEUPLE

Lorsqu'on est fatigué de tuer, un bon moyen d'accélérer l'extermination d'une population indigène est la maladie épidémique.

Au Kenya, les Anglais ne manquent point d'utiliser cet auxiliaire. Parmi les 20.000 Kikuyus « suspects » qui sont enfermés dans des camps de concentration, une formidable épidémie de typhoïde fait actuellement rage ; rien que dans un seul camp, celui de Manyani, on signale déjà 400 cas.

R. LOUZON.

LES PROPOS DU PROLO

TRADITION OUVRIERE ET MINORITES SYNDICALES

J'avoue avoir été un peu surpris de lire le petit article de Guy Thorel, intitulé « Le point de vue d'un militant F.O. sur le réarmement » (**L'Observateur** du 9 sept.).

Guy Thorel exprime la pensée d'un minoritaire F.O., face aux embarras de la C.F.T.C. et de F.O., une pensée inspirée de « la tradition syndicale de pacifisme », reflétant « la fidélité à la tradition syndicale ouvrière », qui se trouverait seulement dans les minorités syndicales : **Reconstruction,** de la minorité C.F.T.C. ; le **Courrier syndical,** de la minorité F.O.

Thorel a bien délimité la minorité. Et moi qui ne suis ni de **Reconstruction** ni du **Courrier** et qui, pendant trente-six ans, ai toujours voté contre le rapport moral des états-majors confédéraux — ce n'est pas là une référence suffisante pour se classer syndicaliste selon la tradition ouvrière, je m'empresse de le dire — si je ne suis pas d'accord avec mon bureau confédéral, où va me classer Guy Thorel ? Et aurai-je le droit, à la veille du congrès confédéral, d'assister à la réunion de la minorité, si on en organise une ? Même convoqué, je me sentirais gêné pour y assister, n'ayant pas été consacré minoritaire par Guy Thorel ; et, comme je ne me trouve pas tout à fait acquis à l'esprit minoritaire du **Courrier,** mon amour-propre me pousserait à ne pas aller jouer le rôle de simple renfort d'une équipe qui s'est attribué le monopole de la fidélité à la tradition ouvrière.

Mais, au fait, en quoi consiste la tradition ouvrière ? J'avais toujours cru qu'on la trouvait exprimée dans ces quatre vers d'un couplet de l'**Internationale** :

> Il n'est pas de sauveur suprême.
> Ni Dieu, ni César, ni Tribun.
> Producteurs sauvons-nous nous-mêmes,
> Décrétons le salut commun.

et dans ce vers du refrain : « L'Internationale sera le genre humain. »

J'y aurais cependant ajouté cette phrase de Karl Marx qui exprimait le sens de l'internationalisme des révolutionnaires syndicalistes, anarchistes ou socialistes :

> « Les prolétaires n'ont pas de patrie. »

Je lis **Reconstruction** et le **Courrier.** Minoritaires, certes, ils le sont. Dans la tradition ouvrière, je le crois. Cependant j'aimerais qu'ils précisent encore certains points de leur programme, pour être bien certain qu'ils ont pleinement l'esprit du syndicalisme qui se dégage de mes citations. D'autres militants, d'autres courants syndicaux ont déjà, avec plus de netteté, exprimé leur fidélité à la tradition ouvrière, et Guy Thorel semble le méconnaitre.

Je dois vous avouer, d'autre part, que si je voulais regrouper une minorité dans F.O., par exemple, je ne la limiterais pas aux seuls représentants intégraux de la tradition ouvrière, même si l'on y intégrait ceux qui ne partagent pas l'esprit des rédacteurs du **Courrier.**

Je n'aime pas les cloisonnements et je pense qu'on peut avoir un esprit syndicaliste bien dans la tradition ouvrière sans lancer trop d'exclusives au nom de principes et sans flétrir inexorablement les compromis inévitables lorsqu'il s'agit de rallier l'ensemble de la classe ouvrière à une action pour des buts précis et de se rendre favorable une grande partie de l'opinion publique.

La tâche d'un militant syndicaliste est délicate. Quand on est dans le rang, qu'on ne représente que soi-même ou un groupe de camarades, on peut être intransigeant. Je dis même : on doit l'être, car l'existence de minorités intransigeantes est nécessaire à la bonne marche de l'organisation ; elle constitue un stimulant pour les porte-parole de l'organisation et une garantie contre les déviations possibles. Les minorités jouent un rôle de premier plan dans le recrutement et l'éducation syndicale des éléments les plus dynamiques.

Mais, quand on a la responsabilité de diriger une organisation, si l'on est respectueux de la démocratie syndicale, on n'est plus complètement maitre de ses mouvements ; dans son comportement, on doit à la fois s'inspirer des statuts et décisions de l'organisation et de l'état d'esprit de l'ensemble des adhérents ; tenir compte, même, de l'état d'esprit de l'ensemble des ouvriers appelés à appliquer les mots d'ordre de l'organisation.

Lorsqu'il s'agit de créer un courant minoritaire contre une direction confédérale qu'on accuse de ne pas avoir respecté les décisions de congrès ou de ne pas avoir répondu aux espoirs des syndiqués et des ouvriers, en général, on doit pouvoir rassembler à la fois les intransigeants sans poste de direction ou responsables intransigeants dûment mandatés par des syndiqués intransigeants, et les responsables moins intransigeants qui ont conservé le même esprit syndicaliste mais dont l'intransigeance est tempérée plus ou moins par l'état d'esprit ou par les décisions de ceux qu'ils représentent. On doit pouvoir les rassembler tous sans le secret dessein de se servir seulement des moins intransigeants pour renforcer le courant bien particulier auquel on participe.

L'intérêt du mouvement, l'intérêt de la classe ouvrière doit avoir la priorité sur l'intérêt de la tendance quand il s'agit de coordonner une opposition et de mener l'assaut contre une direction qu'on juge défaillante.

Cela, évidemment, je n'ai pas à le dire à Thorel qui a prouvé son attachement à la démocratie syndicale, mais j'ai été désagréablement frappé par son article et j'ai voulu le lui dire, bien franchement.

A PROPOS DE LA C.E.D.

Evidemment la **R.P.** aurait pu donner une étude sur la C.E.D. mais pas pour prendre parti dans la lutte que se livraient les partis. Tel que le problème était posé nous ne pouvions que condamner et les partisans et les adversaires de la C.E.D. Les uns et les autres se battaient au nom de principes qui ne sont point les nôtres et ils mettaient en avant un nationalisme étroit que nous ne pouvons que condamner. Notre rôle devait plutôt consister à contrecarrer cette excitation nationaliste, chauvine à laquelle tous participaient, ce nouveau débordement de haine contre un peuple, au risque de le pousser pour la deuxième fois vers le national-socialisme. Le débat au sujet de la C.E.D. aurait dû fournir à tous les internationalistes l'occasion de rappeler leur opposition à toutes les politiques qui conduisent à la guerre et y préparent les esprits.

Ce débat n'a fait que confirmer le recul de l'esprit internationaliste depuis la deuxième guer-

re mondiale. L'européanisme que proposent les C.E.distes n'a rien à voir avec l'internationalisme prolétarien car une Europe construite par des généraux et des fabricants de matériel de guerre, et placée sous la tutelle d'un impérialisme, ne peut constituer une force de paix. Hurler contre la C.E.D. avec les agents de l'impérialisme russe et les nationalistes de de Gaulle et autres est encore un moyen de favoriser une politique de guerre, la plus dangereuse peut-être parce que placée hors de tout contrôle et masquée par la propagande bien orchestrée de groupements se réclamant de la classe ouvrière.

Les syndicalistes ont une autre tâche à remplir : ils ont à opposer leur internationalisme prolétarien à tous les nationalismes et à tous les impérialismes ; ils ont à développer chez les travailleurs une conscience de classe les préparant à résister aux campagnes chauvines qui jettent les peuples les uns contre les autres et créent une ambiance propice au déclenchement des guerres ; à la campagne contre le réarmement d'un peuple ils doivent riposter par une campagne contre tous les réarmements et pour un désarmement effectif ; ils doivent démasquer tous les faux amis de la paix et de la liberté des peuples, mais tous, et tous à la fois, autant que possible, pour ne faire le jeu d'aucun.

Cela, nous ne l'avons pas dit à propos de la C.E.D., mais nous n'avons cessé d'en parler, ne serait-ce que dans les comptes rendus du Cercle de Zimmerwald, dans de nombreuses études et même dans ces propos.

ET LA TENDANCE R.P. ?

— Il y a une tendance **Courrier** à F.O., une tendance **Reconstruction** à la C.F.T.C., une tendance **Ecole Emancipée** au S.N.I... et vous alors, les vieux et jeunes de la **R.P.** ? m'a fait remarquer un jeune syndicaliste, pourquoi ne vous organisez-vous pas ?

— Eh bien, moi, je n'éprouve pas le besoin de créer ce qu'on appelle une tendance. Il y a bientôt trente ans, nous fondions la Ligue syndicaliste pour rappeler les idées essentielles sur lesquelles avait reposé le mouvement syndical renaissant des années 1895-1910. Ces idées nous semblaient constituer les bases d'un regroupement des syndicalistes qui attribuaient encore au mouvement syndical un rôle de premier plan pour la défense des intérêts immédiats et des intérêts généraux de la classe ouvrière ; les bases d'un regroupement solide parce qu'il pouvait s'opérer en dehors et au-dessus des formations politiques et philosophiques qui, par ailleurs, se proposent de libérer le prolétariat de l'exploitation capitaliste ou bureaucratique.

Quelques groupes se revendiquant de la Ligue syndicaliste se constituèrent. Le plus vivant et le plus agissant fut sans doute celui de la Loire, et il nous plait de constater qu'il a conservé sa vitalité et même une influence incontestable au cours des trente dernières années. Sous les appellations successives de Ligue syndicaliste, de Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme, de Cercle d'Etudes syndicalistes, il a réussi à grouper des militants de diverses origines, de la C.N.T. à la C.F.T.C., qui avaient seulement ceci de commun : ils persistaient à penser que le mouvement syndical ne peut acquérir et conserver son unité et son efficacité que s'il se donne une âme propre, s'il sait déterminer en toute indépendance ses buts et ses moyens d'action, tout en restant fidèle à l'internationalisme des fondateurs du mouvement ouvrier. Ce qui a toujours uni les militants de la Loire, c'est un état d'esprit syndicaliste qui permettait au réformiste d'action directe comme au syndicaliste pur de la C.N.T. de se sentir à l'aise dans le même groupe d'étude et d'action. Il n'y avait pas de tendance organisée, il y avait seulement une union de syndicalistes poursuivant le même but, mais chacun à sa manière, c'est-à-dire en adaptant la propagande au milieu où il était appelé à militer, à l'état d'esprit des ouvriers avec lesquels il vivait et luttait. Il en résultait des divergences dans la position des diverses organisations, mais comme on avait l'habitude de respecter l'opinion des autres et le libre exercice de la démocratie syndicale, on ne les considérait pas comme des obstacles à un travail commun. On se faisait confiance, on savait qu'on se retrouverait pour un coup dur... ou même tout simplement pour étudier en commun un problème qui nous intéressait tous.

Le résultat a été satisfaisant ; on a conservé un foyer de pensée et d'action syndicalistes, sans se faire des crocs-en-jambe. Et j'en suis à me demander s'il ne vaudrait pas mieux étendre l'expérience que de créer des chapelles fermées aux non-initiés. Qu'en pensent les syndicalistes épars dans les diverses centrales et dans les syndicats autonomes ?

U. THEVENON.

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

Un ami du Cercle Zimmerwald nous écrit du Brésil :

Sao-Paulo, mi-septembre 1954.

Le 24 août dernier, au matin, le Brésil entier apprenait avec stupeur que le président Getulio Vargas s'était suicidé dans ses appartements, au Palais du Catête. Rebondissement inattendu de la crise politique qui secouait le pays depuis une quinzaine, c'est-à-dire depuis la tentative d'assassinat du journaliste d'opposition Carlos Lacerda, tentative au cours de laquelle périt Rubens Vaz, major de l'Aéronautique.

Victime accidentelle, Rubens Vaz est à l'origine du drame. Car la police faisant trainer l'enquête d'une manière suspecte, l'armée, et surtout l'aéronautique, décida de s'en charger. Dès lors, les événements se précipitent. En peu de jours, les « capangas » (tueurs à gages) de l'agression sont arrêtés et interrogés dans les locaux de l'armée de l'Air. On apprend alors qu'ils étaient aux gages de personnes touchant de très près le président, et particulièrement le chef de sa garde personnelle : Gregorio.

Dans tout le pays l'opposition (et en tête l'U.D.N., Union démocratique nationale, parti de droite, représentant les grosses affaires, et dont l'organe est le grand journal : *Estado de Sao-Paulo*) mène une violente campagne pour la destitution du président et son remplacement immédiat par le vice-président en exercice Café Filho. Le 23 août au soir, une fois la culpabilité de l'entourage de Vargas acquise, l'armée (en tête le brigadeiro Eduardo Gomes, homme de l'U.D.N.), présente son ultimatum à Vargas. Celui-ci demande alors de se retirer pour 90 jours, afin de pouvoir se défendre. On exige son départ sans conditions. Au matin, il se suicide.

Voilà, en gros, les faits. Comment les interpréter ? Il faut auparavant compléter le tableau par le récit des journées suivantes. Le 25 août, la stupeur est totale. Même les vainqueurs (U.D.N.) n'osent trop se réjouir du dénouement tragique de la crise. Il faut savoir que Vargas (ou plutôt Getulio, car ici on appelle plus volontiers les gens par leur prénom) était, pour le peuple, plutôt une institution nationale qu'un simple président en exercice, et les conversations d'autobus, en ce 25 août, roulaient sur le thème : « Les salauds... ils l'ont tué. Ce n'était pas lui le coupable, mais son entourage... etc. ».

En même temps, le P.T.B. (Parti travailliste brésilien) et le P.C.B. (communiste, illégal) organisaient un peu partout des manifestations violentes de protestation, dirigées surtout contre les Etats-Unis, rendus responsables (à travers l'U.D.N.) d'un véritable meurtre contre Getulio. C'est ainsi que furent mis à sac les consulats américains à Belo-Horizonte et Porto-Alegre (à noter que cette ville est la capitale du domaine électoral de Getulio), l'Association culturelle Brésil-U.S.A. de Belo-Horizonte. Il y eut aussi une tentative sérieuse contre l'ambassade américaine, mais elle fut brisée par la police de Rio. A Sao-Paulo, rien de notable. La pression P.T.B.-P.C.B. obligea simplement le commerce à fermer deux jours de suite, après le suicide, ainsi que lors de la grève générale du 2 septembre. Il faut dire que l'Etat de Sao-Paulo était, en gros, antigétuliste, que ce soit à cause d'une influence particulière de l'U.D.N., ou plutôt (à mon sens) d'un ressentiment purement affectif de l'Etat-pilote du Brésil contre un caudillo gaucho (Rio Grande do Sul).

Quoi qu'il en soit, la fraction gétuliste du P.T.B. (car une fraction a abandonné le chef compromis), alliée au P.C.B. a pris la mort de Getulio comme propagande électorale pour le scrutin du 3 octobre. Déjà Carlos Prestes, le prestigieux chef du P.C.B., était réapparu au grand jour de Rio au moment de la crise, avec la connivence manifeste de Getulio. Depuis, ses journaux (surtout *Voz Operaria* et *Noticias de Hoje*) paraissent, avec succès. Ils présentent le « coup » du 24 août comme un coup de force américain, comme une manœuvre « d'alignement » du Brésil (voir Niedergang dans le *Monde*).

Mais il me parait évident que pour Carlos Prestes (qui d'ailleurs vient d'être coffré par Café Filho) toute cette affaire n'est qu'une occasion inespérée de parler au grand jour, et de faire élire quelques députés le 3 octobre. Sous l'étiquette « Panela Vazia » (la Casserole vide), les réunions battent leur plein, et donnent une expression vivante à l'antiaméricanisme latent ici. J'ai encore sous les yeux un article récent de Carlos Prestes, dans lequel il met Getulio dans le même sac que les leaders de l'U.D.N., tous également aux ordres du Département d'Etat.

C'est pourquoi il me semble qu'il ne faut pas trop simplifier les choses. A mon avis (je puis me tromper, je ne suis au Brésil que depuis quatre ans, et le jeu des partis est ici extrêmement complexe) Getulio était attiré par le mirage d'une sorte de péronisme brésilien. Il a essayé une exploitation nationale du pétrole (création de la Petrobras). Il a promulgué au début de cette année le salaire minimum à 2.300 cruzeiros (1 cruzeiro vaut 6 francs). Ce fut une levée de boucliers extraordinaire, menée par l'U.D.N., qui essaya de faire invalider la mesure (mais le Tribunal suprême la maintint). Il y eut aussi la ténébreuse affaire des relations épistolaires avec Peron, montée en épingle par l'U.D.N...

Mais, contrairement à Peron, je ne crois pas que Vargas ait eu l'intention de rompre en visière avec les Etats-Unis. Plus astucieux, plus manœuvrier que le dictateur argentin, il essayait simplement d'exploiter à fond le mécontentement ouvrier et paysan, consécutif à la terrible augmentation du prix de la vie, depuis deux ans surtout. Peut-être rêvait-il de mourir à la tête d'un peuple à moitié libéré de la terrible emprise économique de la grande république anticolonialiste du Nord (c'est le sens de son ultime message), mais peut-être aussi ne songeait-il qu'à exploiter démagogiquement la misère extrême de ce peuple pour se maintenir au plus haut siège d'un pouvoir qu'il adorait.

Il y a, il est vrai, l'ultime message : cette lettre laissée par Vargas et publiée à la radio le matin du 25 août, cette lettre dont on conteste aujourd'hui l'authenticité, et que l'U.D.N. pense être une habile manœuvre du P.T.B. agonisant après la mort du chef. Vargas y écrit avoir vécu esclave du peuple auquel il souhaite de n'être plus esclave de personne. Il y affirme avoir tout fait pour améliorer la vie des travailleurs, mais s'être heurté à une coalition des intérêts « étrangers » et des partisans de cet « étranger » à l'intérieur. Il y avoue pathétiquement avoir échoué à libérer économiquement son pays. Il renonce devant la monstruosité des attaques dont il est l'objet, et surtout, parce qu'on ne lui permet pas de se défendre.

Apocryphe ou non, cette lettre est une magnifique plate-forme électorale et on imagine facilement l'usage que le P.T.B. et le P.C.B. peuvent en faire.

Ce qui nous amène tout naturellement à parler des élections. La campagne électorale fait rage, avec l'exubérance particulière à ce pays. Mais qu'on ne s'imagine pas voir sur les affiches (et Dieu sait si elles pullulent) le moindre programme. Ce ne sont que portraits ou slogans. Tout s'y réduit à des questions de personnes. Les partis abondent : UDN, PTB, PSB, PSP, PDC, PR, et j'en passe, mais je serais bien en peine, malgré mon indéniable bonne volonté, de vous exposer leurs programmes. Il me sera plus facile et il sera plus juste aussi de dire que dans l'Etat de Sao-Paulo trois candidats s'affrontent pour le poste de gouverneur (et le gouverneur de l'Etat de Sao-Paulo peut être le président de la République aux élections de l'année prochaine) : 1) Prestes Maia, homme de la droite, de l'UDN, servi par une solide réputation d'honnêteté dans le maniement des affaires publiques, parait avoir peu de chances ; 2) Janio Quadros, préfet de la ville, membre du PDC (démo-chrétien), a été élu à son poste actuel par une majorité massive contre le candidat de l'UDN. Sorte de tribun demi illuminé qui jouit d'un réel prestige. Peut être élu. Son slogan : le balai. Pour nettoyer la politique brésilienne des aventuriers qui l'infestent. Sur ce plan, le peuple le suivra ; 3) Adhemar de Barros. Type du politicien prévaricateur. Chef du PSP. Déjà deux fois gouverneur. Simple médecin à l'origine. Aujourd'hui septième fortune du monde, dit-on. Incontestablement malhonnête. Appuyé par tous ceux qui veulent le rétablissement des jeux (d'où il a tiré d'énormes profits). Promet une amélioration immédiate de la situation économique (certainement en améliorant les prix du café à New-York, en ouvrant plus largement la porte aux capitaux américains). Vise officiellement la présidence. Est actuellement sous le coup d'un procès, relatif à sa dernière gestion, intenté par un journaliste indépendant, Paulo Duarte. Peut être en prison préventive avant le scrutin, vu la nature des preuves présentées. Beaucoup pensent que, s'il est élu, il sera immédiatement déposé par l'armée.

Le PCB présente surtout des candidats députés. Il a pu en faire enregistrer quelques-uns (mais le registre a été refusé à beaucoup, en particulier à Jorge Amado, un des meilleurs romanciers brésiliens actuels). Quant au PTB, il s'est fractionné, et il y a même un PTB dissident qui fait liste commune avec l'UDN et quelques autres groupements

sans importance. Le PTB fidèle (qu'on appelle « les veuves ») mène la lutte dans le sud du pays, sous la direction de Joao Goulart, ancien ministre du Travail de Vargas et auteur de la loi du salaire minimum. Mais la première émotion passée, et la responsabilité de l'entourage de Getulio, de sa famille même, étant de plus en plus manifeste dans le crime de la rue Toneleros, l'exploitation électorale du suicide s'avère de moins en moins productive.

En somme la lutte électorale se fera, cette fois encore, non sur des idées-programmes, mais sur des personnalités. A Sao-Paulo, la masse des électeurs voteront pour Janio ou pour Adhemar, qui, ni l'un ni l'autre, ne posent le problème des relations du Brésil et des USA. Il est significatif, à cet égard, de remarquer que l'affaire du Guatemala n'a pas soulevé ici d'échos importants : quelques manifestations hostiles devant le consulat américain de Belo-Horizonte, quelques manifestations d'étudiants çà et là, de platoniques protestations de grands journaux (dont l'*Estado de Sao-Paulo*, bastion de l'UDN), enfin un éditorial, vigoureux celui-ci, du journaliste Paulo Duarte dans sa revue : *Anhembi*.

Mais les grandes masses populaires (diminuées par la sous-alimentation et l'analphabétisme) sont très loin encore de pouvoir prendre part effectivement à la direction du pays. Quel que soit leur vote (et toute démagogie joue à plein sur elles), il sera finalement confisqué par les intérêts de castes ou de personnes. De toute façon aucune vraie politique de gauche ne me paraît avoir la moindre chance. On s'en tiendra, si trop de voix se portent vers les candidats « populaires », à calmer l'agitation par un paternalisme que commencent d'ailleurs à pratiquer les chefs de la production. La grève générale du 2 septembre, par exemple, déclenchée pour la défense du salaire minimum, a été facilement désarticulée par le patronat (qui a concédé des avantages locaux aux syndicats qui ont accepté de discuter séparément avec lui) et par le gouvernement qui a mis en avant des arguments patriotiques inspirés par les derniers événements.

Et nous mettons ici le doigt sur quelques-uns des facteurs qui retardent, et retarderont encore longtemps, je crois, la marche des travailleurs brésiliens vers leur libération :

1) Le nationalisme à tous crins (qui empêche, par exemple, que l'on discute sérieusement de l'expérience argentine, seule tentative latino-américaine d'indépendance économique) ;

2) Un maccarthysme larvé qui condamne à priori tout ce qui paraît de près ou de loin toucher à l'U.R.S.S. Le Brésil n'a pas de relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. (et le grand cinéaste Cavalcanti, retour d'U.R.S.S., conseillait hier ironiquement au nouveau ministre des Affaires étrangères de suivre l'exemple de ses patrons du Nord et de nouer des relations diplomatiques et économiques avec l'U.R.S.S.). Il est de fait qu'il y aurait là une solution à beaucoup de problèmes économiques du Brésil ;

3) L'influence énorme d'une des Eglises les plus réactionnaires qui soient. Toute grande fête religieuse est plus ou moins fête nationale, et les masses paysannes sont sans défense devant les mots d'ordre.

Voilà où nous en sommes à deux semaines d'élections particulièrement importantes. Quelle que soit leur issue, et leur signification sur le plan local des luttes de partis, je ne pense pas qu'elles changent profondément les conditions de la vie sociale dans ce pays, un de ceux où la simple dignité humaine de l'ouvrier et du paysan est le plus cyniquement violée par une classe possédante qui a encore tous les leviers en main.

OLIVIER.

Pour le 30e anniversaire de la "R. P."

Le 1er janvier 1955, la « R.P. » aura trente ans. Depuis trente ans, notre équipe — issue du noyau de la vieille « Vie Ouvrière » d'avant 1914, constituée au lendemain de la crise internationale qui a séparé les artisans et les premiers défenseurs de la Révolution russe, des profiteurs de la « bolchevisation » — a tenu le coup et — sauf pendant les années de guerre et de servitude — a maintenu la revue, dans la ligne de ses fondateurs, coopérative intellectuelle et libre tribune pour tous les syndicalistes révolutionnaires.

La « R.P. » revendique une triple originalité :

1. — Celle de n'avoir ni directeur ni direction ; de n'être soumise à aucune doctrine, à aucune tendance ou fraction organisée, de laisser pleine liberté d'expression à tous les militants du syndicalisme indépendant, à tous ceux qui revendiquent légitimement l'héritage de la Première Internationale, du syndicalisme révolutionnaire de 1906.

2. — Celle de publier régulièrement TOUS ses comptes de gestion, sans rien cacher de ses ressources et de ses charges.

3. — Celle de vivre EXCLUSIVEMENT par l'effort TOTALEMENT DESINTERESSE de ses rédacteurs, cuisinier et administrateur.

Originalité qui explique la fidélité de ceux qui la lisent depuis plus de 25 ans et qui constituent encore la majorité de ses abonnés.

Mais cette originalité détermine deux faiblesses :

D'une part la vie de la « R.P. » dépend uniquement de l'activité bénévole d'un camarade, aidé par deux ou trois compagnons intermittents, chargés de lourdes tâches syndicales comme lui-même.

Même si l'âge et la fatigue n'entamaient pas leur constance, des accidents peuvent se produire. Il faut que l'équipe se renforce physiquement, sinon moralement.

D'autre part, la « R.P. » vit au jour le jour, par la fidélité — souvent irrégulière — de ses amis et abonnés. Sa sécurité financière n'est pas assurée. Et surtout, son rayonnement reste limité par la médiocrité de ses moyens de propagande.

Nous ouvrons donc aujourd'hui

LA SOUSCRIPTION DU 30e ANNIVERSAIRE DE LA « R. P. »

Que chacun de nos abonnés et amis :

1) Consente un sacrifice exceptionnel pour constituer le fonds de propagande de la « R.P. » ;

2) Recrute de nouveaux abonnés ;

3) Nous adresse des listes de possibles sérieusement établies, à qui nous servirons des numéros de propagande ;

4) Nous envoie des suggestions utiles pour l'amélioration de la revue.

Que chacun se pose sincèrement la question : Peut-on se résigner à laisser vide la place que la « R.P. » occupe depuis trente ans ?

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12e

LES FAITS DU MOIS

MARDI 31 AOUT. — Par 418 voix contre 162, **l'Assemblée Nationale** renvoie au 3 novembre les interpellations sur la politique extérieure.

MERCREDI 1er SEPTEMBRE. — Le **gouvernement britannique** propose une conférence à huit, les six Etats européens plus la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

— Ouverture à Manille de la conférence pour le **Parti du Sud-Est asiatique.**

JEUDI 2. — Dans le **Sud Tunisien,** près de Gafsa, sérieux accrochages entre les troupes et les fellagha.

— Arrivée à Belgrade du président de la **République turque.**

— Offensive des gouvernements **arabes** contre les organisations communistes.

VENDREDI 3. — Nouveaux engagements entre les troupes et les fellagha dans le **Sud tunisien.**

— Le M.R.P. exclut les députés qui ont voté **contre la C.E.D.**

SAMEDI 4. — Déclarations du chancelier **allemand** Adenauer contre l'attitude de M. Mendès-France.

— A Quemoy, près Formose, duel d'artillerie entre nationalistes et communistes **chinois.**

— Ouverture à **Tunis** des négociations franco-tunisiennes.

MARDI 7. — Ouverture à Brighton du **congrès des Trade Unions.**

MERCREDI 8. — Signature à Manille du traité pour la défense du **Sud-Est asiatique.**

— En **Hollande,** mouvement des syndicats pour une augmentation des salaires.

— Le **congrès des Trade Unions** par 4.090.000 voix contre 3.622.000 se prononce pour le réarmement conditionnel de l'Allemagne.

JEUDI 9. — Violent séisme à **Orléansville.**

— Le **congrès des Trade Unions** se prononce pour un vaste programme de nationalisations.

DIMANCHE 12. — Elections au **Land du Slesvig-Holstein.** Le parti démocrate-chrétien perd 30 pour cent de ses voix de 1953.

— Fin du **congrès des Métaux C.F.T.C.** Constitution d'une caisse de résistance pour les grèves.

MERCREDI 15. — Entretiens **Eden-Mendès-France** à Paris.

— Congrès national à **Pékin.**

— Conflit entre l'armée et le gouvernement **vietnamiens.**

JEUDI 16. — M. Foster Dulles, **secrétaire d'Etat des Etats-Unis,** se rend en Europe à Bonn et à Londres, sans s'arrêter à Paris.

VENDREDI 17. — Le chancelier **autrichien** accepte la proposition soviétique de discussion du traité par une conférence d'ambassadeurs.

DIMANCHE 19. — Elections municipales en **Suède :** victoire socialiste.

VENDREDI 24. — Ouverture d'une enquête policière sur les fuites du **Comité de Défense Nationale.**

D'où vient l'argent?

MOIS DE SEPTEMBRE 1954

RECETTES

Abonnements ordinaires	29.010	
Abonnements de soutien	20.400	49.410
Souscription		3.350
Vente « R. P. »		140
Vente « Chine »		3.500
		56.400
En caisse au 1er septembre		21.040
		77.440

DEPENSES

Frais d'expédition		1.145
Téléphone		4.465
En caisse au 30 septembre 1954		5.610
Espèces	3.130	
Chèque postal	68.700	71.830
		77.440

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Suant (Seine) 1.000 ; Gallienne (Syrie) 1.500 ; Franc (Loire) 1.000 ; Lavalette (S.-et-O.) 1.000 ; Nanni (Var) 3.000 ; Estève (Gard) 1.600 ; Grandjouan (Paris) 2.000 ; Thevenon (Loire) 2.000 ; Maleysson (Haute-Loire) 1.100 ; Trial (Gard) 1.500 ; Venot (Paris) 1.500 ; Bonnaure (Hte-Savoie) 1.200 ; Agnès (Paris) 1.000 ; Laplaud (Charente-Maritime) 1.000. — Total : 20.400 francs.

LA SOUSCRIPTION

G. Claveyrolas (Loire) 100 ; Lamizet (Paris) 150 ; Gravel (S.-et-O.) 300 ; Cuchet (Isère) 300 ; Santoni (Tunisie) 100 ; Caux (Nord) 200 ; Marteau (Loire-Inférieure) 300 ; Courtial (Paris) 300 ; Martin (Paris) 300 ; H. Faulconnier (Allier) 300 ; Mader (Oise) 200 ; Vernet (Ardèche) 300 ; Palix (Ardèche) 100 ; Pérignon (Meuse) 100 ; Bettefort (Paris) 150 ; Albert De Jong (Hollande) 150. — Total : 3.350 francs.

La parole est aux amis de la "R.P." !

Dû à l'imprimeur au 30 septembre 1954

Sur facture « R. P. » juillet-août	5.612
Facture bandes juillet	1.900
Facture « R. P. » de septembre	103.643
	111.155
Ne disposant que de	71.830
Notre dette d'imprimerie au 30 septembre 1954 est donc de	39.325

Alors que nous disposions de 92.993 francs il y a un an, et que nous n'avions pas de dettes !

La différence est énorme, pour un budget comme le nôtre.

Sommes-nous capables, oui ou non, de faire vivre une revue indépendante ?

Le dévouement de ses rédacteurs et autres cuisiniers-administrateurs, ça ne suffit pas.

La parole est aux amis de la « R. P. » !

J.-P. FINIDORI.